

# La Presse

Le plus grand quotidien français d'Amérique

1346 www.lapresse.infinet.net

ÉDITION DU

## DIMANCHE

Montréal, ♦  
dimanche 2 avril 2000  
116<sup>e</sup> année No 162  
56 pages, 4 cahiers  
60 ¢ TAXES EN SUS  
EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC, RÉGION HULL-OTTAWA 70 ¢ / FLORIDE 1,75 \$ U.S.

Venez réserver votre  
**TT ROADSTER**, dès maintenant!



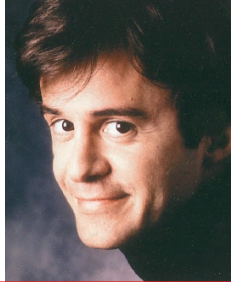
**Automobiles E. Lauzon**  
1384, boul. Labelle, Blainville Tél. : (450) 430-1460  
www.lauzon.qc.ca



**La Personnalité de la semaine**  
**Jean-Pierre Perreault**  
page A16



**Le merle**  
Un synonyme de printemps  
page A8



**Les deux patates**  
page A5

Stéphane Laporte



**Santé**  
Garder l'équilibre  
cahier C



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

### Ça n'a pas suffi!

Ginette Reno, qui a chanté les hymnes nationaux hier, au Centre Molson, espérait insuffler aux joueurs du Canadien l'énergie nécessaire pour les mener à la victoire. Sa voix chaude et puissante a mis beaucoup d'ambiance, mais n'a pas suffi. Il faut dire que le Canadien est bien mal tombé en

disputant un match particulièrement important contre Dominik Hasek... Le gardien des Sabres de Buffalo a connu une saison difficile mais hier, il a joué comme le meilleur gardien au monde. Les Sabres l'ont donc emporté 2 à 0 et le Tricolore se retrouve dans une position précaire. Avec quatre

matches à disputer, il se classe désormais dixième, à égalité avec les Hurricanes de la Caroline qui ont une victoire de plus, et à un point des Sabres et du huitième rang.

Nos informations, page S3

# Saint-Zénon se soulève

Tout le village de Lanaudière est derrière ses camionneurs

RAYMOND GERVAIS

Un conflit de travail a pris une dimension inattendue hier matin à Saint-Zénon, une municipalité située dans la région de Lanaudière à environ 80 km au nord-est de Joliette.

Plusieurs centaines de résidents, le curé et la mairesse du village en tête, ont décidé de prendre les grands moyens et de bloquer la route 131 aux camionneurs embauchés par la compagnie Louisiana Pacific pour sortir le bois de la cour de la compagnie.

Un chargement de billes de bois a été déversé sur la chaussée en face de l'église de Saint-Zénon, paralysant ainsi toute circulation sur la route provinciale.

Durant toute la journée d'hier, les automobilistes désirant se rendre à Saint-Michel-des-Saints devaient faire un détour pour éviter le blocus.

La mairesse du village, Murielle Richard, également porte-parole des camionneurs, a déclaré hier que tous les véhicules pouvaient passer par cette voie d'évitement et que seuls les camions chargés de bois provenant de la compagnie ou allant prendre un chargement chez Louisiana Pacific devaient rebrousser chemin.

« Les gens de Saint-Zénon en ont assez. Le blocus a été institué parce que la route 131 qui traverse la municipalité était devenue dangereuse pour les résidents, les camionneurs embauchés par la compagnie circulant parfois à des vitesses de 80 à 85 km/h en plein coeur du village. Le 24 mars dernier, un autobus d'écoliers a bien failli se faire frapper par un de ces mastodontes. » Depuis ce moment, la population a décidé d'appuyer les 21 camionneurs en conflit à la suite d'une mésentente survenue avec l'employeur dans le renouvellement de leur contrat de travail.

Voir SAINT-ZÉNON en A2

# Dumont essuie une rebuffade

DENIS LESSARD  
SAINT-HYACINTHE

Le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, a essuyé une rebuffade de son congrès hier, qui l'a forcé à mettre de côté une résolution controversée, exigeant que toute question référendaire obtienne l'appui des deux tiers des députés à l'Assemblée nationale.

Après un débat très partagé en atelier en matinée, le politologue Guy Laforest, parrain officiel de la résolution, a finalement proposé qu'on la mette de côté temporairement pour qu'elle soit réévaluée par la commission politique du parti, tant il était évident que les adéquistes hésiteraient à hausser la barre pour le déclenchement d'un référendum.

Minimisant le fait que cette proposition avait été laissée sur le carreau, et l'appuyant toujours, Mario Dumont a salué la « prudence » de ses militants.

Voir DUMONT en A2

# Bruxelles fulmine contre Bombardier

CHRISTOPHE DEGRYSE  
collaboration spéciale, BRUXELLES

Un comportement de « sauvages ». Le sang d'Elvio Di Rupo, le ministre président de la Région wallonne, n'a fait qu'un tour.

Mercredi dernier, au lendemain de l'annonce de la fermeture de l'un des deux sites belges de Bombardier, celui qui est également président du Parti socialiste est venu apporter un soutien très appuyé aux ouvriers en colère. Une entreprise « indigne », qui a

« prémédité » la mort du site industriel de Manage, précipitant au chômage 400 travailleurs: voilà comment est dépeinte la multinationale du boulevard René-Lévesque à Montréal, « une entreprise qui fait du chantage à l'emploi et qui, une fois le marché décroché, n'a plus aucune considération pour les travailleurs ».

Même son de cloche chez Isabelle Durant, ministre fédérale écolo du Transport, qui s'est empressée de dénoncer à la radio belge « ces stratégies assez scandaleuses d'une entreprise qui va bien, qui a un cahier de com-

mandes bien rempli, qui fait du lobby pour avoir une commande publique importante et qui, quelques mois après, annonce son départ ». Manifestations syndicales et opération « ville morte » en fin de semaine auront achevé de donner de la multinationale une image de « tueuse d'emplois ».

De son côté, Bombardier Transport invoque d'une part la surcapacité de l'industrie ferroviaire européenne, de l'autre la baisse du prix du matériel roulant.

Voir BRUXELLES en A2



## La famille avant tout

Les enfants de l'immigration, qui sont en train de transformer le visage de Montréal, ont en quelque sorte deux cultures. Ils sont québécois, mais tentent de respecter les valeurs de leurs parents et les traditions qui leur sont chères. La famille, notamment, a beaucoup d'importance, beaucoup lire dans le deuxième volet de notre série.

À lire en page A7

RICHARD HÉTU  
collaboration spéciale

**F**in janvier, Fidel Castro prend la parole devant une assemblée d'économistes réunis à La Havane pour discuter des effets pervers de la mondialisation de l'économie sur les pays en voie de développement.

Ce jour-là, le Lider Maximo est en forme, malgré le poids de ses 73 ans. Vêtu de l'uniforme vert olive qu'il porte depuis toujours, il disserte sur les réalisations de la révolution cubaine, tempête contre l'embargo économique des États-Unis et, sans crier gare, bifurque sur l'affaire Elian Gonzalez.

La barbe de Fidel est de plus en plus grise et rare, mais sa voix résonne avec force dans l'amphithéâtre lorsqu'il vante le rôle « spontané » de la jeunesse cubaine dans les manifestations contre le « kidnapping » du petit Elian par la « mafia » anticastriste de Miami.

« Il n'y a jamais eu dans l'histoire de la révolution une mobilisation des masses et des ressources comme celle-ci », déclare Fidel, qui est descendu des montagnes en 1959 pour prendre

# Le vieil homme et l'enfant



le pouvoir à La Havane avec sa bande de guérilleros.

« Et la bataille n'est pas finie! ajoute le dictateur. Nous avons des réserves pour continuer encore dix ans! »

C'était à la fin de janvier. Depuis, l'affaire du petit naufragé cubain est devenue encore plus tragique, explosive, bizarre.

La semaine dernière, à Miami, le grand-oncle d'Elian a juré avoir vu la Vierge Marie dans le miroir de sa chambre à coucher. Dans les rues de Little Havana, des exilés cubains se sont dits prêts à mourir pour empêcher le gouvernement des États-Unis de rendre l'enfant de six ans à son père. À Washington, le vice-président Al Gore, en campagne électorale, a demandé le statut de résident permanent pour Elian et sa famille, en totale contradiction avec la position du président Bill

Clinton. Et à La Havane, Fidel a annoncé l'intention du père d'Elian de se rendre aux États-Unis pour récupérer son fils... avec un entourage de 31 personnes!

Gabriel García Marquez, auteur du roman *Cent ans de solitude* et Prix Nobel de littérature, n'aurait pu inventer une histoire plus fantastique. L'écrivain colombien n'a d'ailleurs pu résister à l'envie de prendre la plume pour s'exprimer sur cette affaire qui est peut-être le dernier combat de son ami Fidel contre l'impérialisme yankee.

« Personne à Miami ne semble se soucier du traumatisme auquel Elian est exposé en raison du déracinement culturel qui lui est imposé », a écrit le grand romancier dans un texte publié mercredi dernier dans le *New York Times*.

« Lors de son sixième anniversaire, célébré le 6 décembre dans sa captivité à Miami, ses hôtes l'ont photographié coiffé d'un casque de soldat, entouré d'armes et enveloppé du drapeau américain, très peu de temps avant qu'un garçon de son âge au Michigan ne tue une camarade de classe avec un pistolet.

Voir LE VIEIL HOMME en A2

## INDEX

Petites annonces	- affaires C11
- index C7	Arts et spectacles B6 à B11
- immobilier C7 et C8	- horaire spectacles B10
- marchandises C9	- horaire télévision B6
- emplois C9	Bandes dessinées C8
- automobile C9 à C11	

Bridge A11	Génies en herbe B11
Consommation C5	Horoscope C9
Décès C11	La presse d'ailleurs A13
Êtes-vous observateur? C7	Lectures cahier B
Feuilleton C10	Loteries A2 et A5
	Monde A12 à A14

Mots croisés A11 et B11
Mot mystère A11
Politique A10
Tableid Sports
- Réjean Tremblay S5
Têtes d'affiche C6

## SCIENCES

Les météorites de la vie  
page B12

## MÉTÉO

Quelques avertissements  
Max. 11, min. 1  
cahier Sports  
page 16



## Suites de la une

## Saint-Zénon se soulève

SAINT-ZÉNON / Suite de la page A1

Les camionneurs artisans qui travaillaient pour le compte de la compagnie Forex, certains depuis 11 ans, n'ont pas réussi à s'entendre avec la nouvelle compagnie, achetée par des capitaux américains l'automne dernier.

Louisiana Pacific exige que les 21 camionneurs forment une compagnie, avec tous les frais que cela implique, comme la répartition des voyages ou l'ouverture d'un bureau. La chose pourrait nécessiter des investissements d'environ 100 000 \$ par année pour les camionneurs. C'est un non-sens d'après Mme Richard, qui soutient que les camionneurs ne peuvent assumer de telles dépenses, devant déjà payer les frais d'entretien de leurs véhicules et financer les camions.

Selon Mme Richard, les négociations entre les camionneurs autonomes et la compagnie ont échoué il y a quelques semaines, après que l'employeur est revenu sur des propositions qu'il avait faites.

« Il est impossible de s'entendre avec les dirigeants de la nouvelle compagnie Louisiana Pacific. La compagnie offre quelque chose une journée et le contraire le lendemain. Des ententes avaient pratiquement été conclues, puis soudainement et sans raison, la compagnie est revenue sur sa décision. Ils font présentement travailler des camionneurs provenant d'autres régions afin de sortir le bois de la compagnie. Ces travailleurs sont considérés comme des *scabs* par les 21 camionneurs mis à pied », a ajouté Mme Richard.

Le conflit se prolonge depuis six semaines et on ne peut voir l'ébauche d'un règlement.

Depuis le début du conflit, 35 actes criminels auraient été perpétrés, soit contre la compagnie, soit contre des camionneurs qui agiraient en tant que briseurs de grève, selon la Sûreté du Québec, qui a été prise à partie hier par les Zénoniens. Ils dénoncent la participation des policiers qui, disent-ils, escortent les camionneurs embauchés par la compagnie dans le village, au détriment de la sécurité des citoyens.

Du côté de la SQ, on prétend le contraire. L'agent Gérard Carrier a précisé que des actes de vandalisme, des méfaits et des voies de fait avaient été signalés. Un camion dans la cour de la compagnie a même été incendié à l'aide d'un cocktail Molotov. Des boyaux de freins sur un fardier ont été sectionnés et des camionneurs au volant de leur véhicule

ont été attaqués à l'aide de boules de billard. Du sucre a même été versé dans les réservoirs de camions appartenant à des camionneurs embauchés par Louisiana Pacific.

Contrairement à ce que soutiennent les 21 camionneurs et la mairesse, la SQ affirme être neutre dans le conflit et que son travail ne consiste qu'à assurer la libre circulation des véhicules sur la route 131.

Hier à 6 h, le curé de la paroisse, l'abbé Benoît Gingras, a appelé ses fidèles à la mobilisation en faisant sonner les cloches de l'église. Quelque 300 personnes se sont mobilisées et hier soir, les Zénoniens se préparaient à passer la nuit sur les barricades, après avoir allumé des feux de camp. Toutefois, la circulation réussissait à passer au compte-gouttes sur la route 131.

## Dumont essuie une rebuffade

DUMONT / Suite de la page A1

Plus tôt, pourtant, il avait pris fait et cause pour cette « approche d'un parti responsable, un pont tendu vers les non-francophones ». Ces derniers sont, à juste titre, inquiets qu'un gouvernement, « bien que légitimement élu, puisse avec 38 % du vote prendre l'Assemblée nationale en otage sur une question », a-t-il expliqué.

« Pour créer une coalition d'anglophones et d'allophones, il faut que des garanties soient données pour redonner confiance à la communauté anglophone », a expliqué M. Dumont, relevant aussi que son parti était passé devant le PQ dans les intentions de vote des non-francophones.

« Je suis content que ça ait été mis de côté... Ça aurait été refusé de toute façon. En démocratie, c'est 50 % plus un. Je n'ai pas envie que mon parti se transforme en PLC, le parti des Stéphane Dion et Jean Chrétien », a lancé Daniel Croze, le plus véhément adversaire de cette idée, candidat de l'ADQ dans Pointe-aux-Trembles en 1998.

Pour Guy Laforest, il est clair que le débat sur la « clarté référendaire » à Ottawa a allumé des signaux d'alarme chez les adéquistes, qui réagissent dès qu'on parle de mettre de côté la règle des 50 % plus une voix.

Dans le système actuel, la majorité simple à l'Assemblée nationale suffit pour approuver la question

d'une consultation populaire. Si un vote des deux tiers des députés avait été requis, les référendums de 1995, 1992 et même de 1980 n'auraient pu être déclenchés.

## Journée difficile

Cette manœuvre a mis fin hier à une première journée de congrès un peu difficile pour Mario Dumont, dont le parti vient d'être éclaboussé par la décision du directeur général des élections de déposer des accusations de « manœuvre électorale frauduleuse » contre trois piliers de l'organisation de l'ADQ aux élections de 1998. Marchant sur des oeufs, M. Dumont a refusé net de faire écho aux accusations formulées d'entrée de jeu hier par le père spirituel de l'ADQ, Me Jean

Allaire, qui estime que ces accusations, émanant pourtant du chien de garde de la loi électorale, ne sont qu'un « coup monté » sciemment déclenché avant le congrès pour freiner la lancée du jeune parti dans la ferveur populaire.

Quelques militants se sont dits perplexes quant aux conséquences de ces accusations. « Cela ne changera rien dans le parti, la population, elle, jugera. On verra dans les sondages », a dit Robert Guay, de L'Assomption.

Mario Dumont s'est montré évasif quand on l'a interrogé sur le sort du vice-président du parti, Guy Pilon, visé par le DGE. Marc Snyder, président par intérim, a plus tard précisé que l'ex-candidat de La Prairie avait tiré sa révérence.

Sauf sur les votes aux deux tiers, presque toutes les propositions préparées par les dirigeants de l'ADQ ont été approuvées hier, souvent sans trop de discussions. On a vite cautionné l'idée d'un taux d'imposition unique, à 20 %. Les congressistes ont aussi souscrit à l'idée que Québec puisse modifier les conventions collectives dans le secteur de la santé et changer le mode de rémunération des médecins, bien qu'une militante, Patricia Saint-Jacques, de Gouin, ait relevé qu'il n'était « pas trop vendeur » de jouer dans des conventions.

On a relégué aux oubliettes l'idée de mesures fiscales aux entreprises pour favoriser l'innovation et l'idée d'un « indice d'innovation » a fait l'objet de railleries.

## Bruxelles fulmine contre Bombardier

BRUXELLES / Suite de la page A1

À Manage, celle-ci fabriquait des voitures de transport en commun, tout comme sur son second site belge situé à Bruges (en Flandre occidentale) et à l'usine de Crespin, proche elle aussi, mais située au-delà de la frontière française. Trois sites fort rapprochés pour une même production, la logique économique — les économies d'échelle — imposait une restructuration. La production wallonne sera donc transférée en Flandre ce qui, de l'avis de certains observateurs, pourrait venir s'ajouter aux éternels contentieux Nord-Sud.

Plusieurs raisons expliquent que l'annonce de cette fermeture pour le mois de juin ait suscité un tel tollé dans la classe politique belge. D'une part, comme l'ont rappelé de nombreux mandataires politiques, l'entreprise avait remporté, l'an dernier, un important marché pu-

blic: la commande de 210 voitures double étage pour la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB). Plusieurs représentants politiques disent s'être, à l'époque, battus en faveur de Bombardier. « Toute la direction de Bombardier BN est venue me voir pour me demander mon soutien auprès du monde politique à la commande des voitures SNCB », confiait à la presse belge le maire de Manage. De son côté, l'entreprise avait alors argumenté que cette commande représenterait quelque 350 emplois. Chantage? Aujourd'hui elle en supprime 400, au grand dam du monde politique.

Deuxième raison de la colère: l'« affaire » Bombardier Manage ressemble trop à l'affaire Renault-Vilvorde, qui avait éclaté en 1997. Le schéma est le même: des restructurations décidées à Paris par le constructeur automobile français avaient entraîné la fermeture du site belge de Vilvorde, sans que la

productivité ou les résultats financiers de celui-ci ne soient mis en cause. Coup dur pour des travailleurs qui n'avaient rien à se reprocher si ce n'est de ne pas se situer géographiquement au bon endroit.

Plus grave: le constructeur français n'avait pas respecté la législation sociale en matière d'information et de consultation des travailleurs. Le « cas » Renault-Vilvorde avait d'ailleurs donné lieu à un renforcement de cette législation tant au niveau belge (par ce qu'on appelle aujourd'hui la « loi Renault ») qu'au niveau européen (par une directive en cours d'examen). La Belgique pensait donc non pas interdire les délocalisations, mais faire en sorte qu'elles aient lieu en concertation étroite avec les organisations syndicales. Or, l'annonce brutale faite par la direction de Bombardier lors d'un conseil d'entreprise extraordinaire semble n'avoir pas respecté les procédures légales d'information. Cer-

tes, patrons et syndicats vont, dès la semaine prochaine, se réunir en présence d'un conciliateur social désigné par la ministre fédérale de l'Emploi, Laurette Onkelinx, afin d'examiner la situation. On tentera d'y trouver des solutions. Mais chacun pressent qu'il n'existe pas de solution de rechange à la fermeture et que la décision est irrémédiable.

Enfin, la colère de la classe politique belge se double d'un sentiment d'impuissance face une région, la « région du Centre », qui semble s'enliser chaque jour un peu plus dans la crise et le chômage. Manage est une petite ville wallonne située au sud de Bruxelles, à quelques kilomètres de Charleroi. Cette région est durement frappée depuis plusieurs années déjà par la fermeture de nombreuses entreprises et sites industriels (charbonnage, sidérurgie). Depuis environ un an, la classe politique se penche à son chevet et tente de

la redynamiser. Dans ce contexte, le départ de Bombardier est évidemment perçu comme une giflette qui impose de vives réactions (ne serait-ce qu'électorales).

Mais ces réactions sont bien impuissantes à cacher les problèmes plus structurels de l'économie belge. Au cours des dernières années, la plupart des grandes entreprises nationales sont passées sous contrôle étranger. Les lieux de décision ont déserté le plat pays et c'est aujourd'hui de Paris, d'Amsterdam, de Berlin ou de Montréal que se décident les stratégies de développement de ce qui ne sont plus que des « sites locaux ». Autres problèmes, plus spécifiques à la région wallonne: la faiblesse de la qualification de la main-d'oeuvre et, particulièrement dans les régions qui ont longtemps vécu de la sidérurgie et des charbonnages, le peu d'esprit d'entreprise et le manque de vision des dirigeants.

## Le vieil homme et l'enfant

LE VIEIL HOMME / Suite de la page A1

« En d'autres mots, le vrai naufrage d'Elían n'a pas eu lieu en haute mer, mais lorsqu'il a mis le pied en sol américain. »

Gabriel García Marquez a écrit son texte à La Havane après avoir interviewé le père du petit Elián et, on s'en doute bien, échangé avec son ami Fidel sur les aventures du petit naufragé.

Il paraît que Fidel est obsédé par l'affaire. Dans un article publié récemment par l'hebdomadaire *The New Yorker*, le journaliste Jon Lee Anderson compare le dictateur à un gé-

néral qui supervise « une grande bataille, mettant ses soldats en position, préparant ses coups à l'avance, organisant des escarmouches et menant une guérilla psychologique afin de miner l'ennemi ».

Auteur d'une biographie sur Che Guevara, un des héros de la révolution cubaine, Anderson a ses entrées dans l'entourage de Castro. Dans son article, il cite les propos enthousiastes du leader à la suite de la visite des grands-mères du petit Elián aux États-Unis, au début de l'année.

« Eisenhower a déployé cinq millions d'hommes, de tanks et d'avions pour conquérir l'Europe, mais j'ai réussi à déstabiliser

le gouvernement des États-Unis avec seulement deux mamies! » s'est exclamé Castro devant un de ses amis intimes, qui a réfilé la remarque à Anderson.

Le vieil homme a peut-être déjà gagné la bataille. Ses ennemis de Miami, qui voient en lui le pire des tyrans communistes, sont en train de faire peur aux Américains en promettant de défier la justice pour empêcher le rapatriement du petit Elián. Dans son numéro d'hier, le *New York Times* comparait les leaders cubains de Miami aux ségrégationnistes du sud des États-Unis, qui refusaient de se plier aux lois fédérales dans les années 50 et 60.

Selon le *Times*, les plus fanatiques parmi les 700 000 exilés cubains de Miami ont même commencé à se saluer en déclarant: « Bienvenue dans la république indépendante de Miami. »

Pendant ce temps, à Cuba, la campagne en faveur du retour du petit Elián bat son plein. Dans les écoles, selon le journaliste Jon Lee Anderson, les enfants rivalisent de ferveur. Cet hiver, en présence de Castro, l'un d'eux a récité ce petit discours: « Cuba sera toujours un pays socialiste et anti-impérialiste, et nous aimons tous notre Comandante parce qu'il prend soin de nous! Reviens vite, Elián, parce que ta patrie, ton peuple et ton Comandante t'attendent! »

La Presse

Renseignements : (514) 285-7272  
Abonnement : (514) 285-6911

Télécopieur pour abonnement : (514) 285-7039

Lundi au vendredi de 6 h 30 à 17 h 30

Samedi de 7 h à midi

Dimanche de 7 h à 11 h

Rédaction : (514) 285-7070

Promotion : (514) 285-7100

Les petites annonces : (514) 285-7111

Télécopieur : (514) 848-6287

Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30

Décès, remerciements : (514) 285-6816

Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Grandes annonces

Détailants : (514) 285-6931

National, TéléPlus : (514) 285-7306

Carrières et professions,

Nominations : (514) 285-7320

Comptabilité

Grandes annonces : (514) 285-6892

Les petites annonces : (514) 285-6900

La Presse est publiée par: La Presse, Ltée,

7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.

<http://lapresse.infinet.net>

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

Envois de publication canadienne -

Contrat de vente numéro 0531650

Port de retour garanti. (USP5003692)

Champlain N.Y. 12919-1518.

## LOTERIES

La quotidienne

à trois chiffres : 491

à quatre chiffres : 4805

6/49: 3 16 32 39 46 49 Compl. 19

Extra: 1 3 6 2 0 5

## INSOLITE

## Ça change pas le monde!

■ Les appels à donneur de rein sont rarement aussi bien entendus que celui de Mick Taylor. Ce Londonnien de 26 ans s'est dit prêt à tout donner pour cela, et souligné qu'il vient de gagner le magot à la loterie. Mick Taylor, qui souffre d'une insuffisance rénale depuis l'âge de onze ans, a déjà eu deux transplantations qui ont échoué. Depuis mercredi qu'il a lancé son appel, plusieurs dizaines de personnes se sont portées volontaires, au grand dam des organisations pour la santé. Pour Nick Turkentine, de la Fondation pour la recherche sur le rein, les volontaires ont mal compris le malade: « Il essayait de dire qu'il donnerait n'importe quoi pour retrouver la santé, pas qu'il voulait acheter un nouveau rein. » Mick Taylor a rejeté les offres et dit qu'il attendrait son tour.

## DEMAIN DANS LA PRESSE



## Le prestige!

■ Le label S est à Audi ce que le M est à BMW, explique notre collaborateur Éric LeFrançois, dans le cahier Auto de demain. Ces deux lettres servent à désigner des modèles d'exception, en marge de la série. Pour les Européens, la 19<sup>e</sup> lettre de l'alphabet, apposée discrètement sur la calandre d'une Audi, évoque une filiation prestigieuse qui a commencé, il y a vingt ans, avec la S1, l'extraordinaire Quattro Sport Groupe B. Pour l'année 2000, Audi nous ramène une S qui, cette fois, découle de l'A4.

## QUESTION DU JOUR

La Presse  
Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre?

Répondez à la question du jour:

— par téléphone, en composant le 514-285-7333;

— par Internet : <http://lapresse.infinet.net>

Selon vous, la taille de l'index est-elle vraiment le révélateur d'une possible homosexualité?

Étes-vous d'accord avec la tarification imposée sur certaines pistes cyclables?

À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 27 %  
Non: 73 %

NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.

# Actualités

L'EXPRESS  
DU MATIN



## « Une déclaration de guerre »

### Le SCFP outré du projet de la ministre Harel d'apporter des amendements au Code du travail

ANDRÉ DUCHESNE

Le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) qualifie de « déclaration de guerre » le projet de la ministre des Affaires municipales Louise Harel d'apporter des modifications au Code du travail pour favoriser les regroupements municipaux.

« La ministre veut un beau conflit et elle l'aura. Elle crée toutes les conditions pour en arriver là », a déclaré le président du SCFP-Québec, Claude Généreux après avoir pris connaissance d'un article publié hier à la une du quotidien de *The Gazette* faisant état des démarches de Mme Harel.

Ces modifications, dont on ne connaît pas la teneur, mais qui seront proposées sous peu aux syndi-

cats et aux élus municipaux, surviennent alors que la ministre de l'Emploi, Diane Lemieux, prépare une refonte du Code du travail. Les deux ministres se concertent sur les sections du Code touchant le monde municipal.

Prononçant hier matin le discours d'ouverture à un colloque portant sur le regroupement de cinq municipalités de la Rive-Sud tenu à Saint-Jean-sur-Richelieu, la ministre en a appelé à l'ouverture des syndicats.

« Il faut aménager un dispositif qui favorise le règlement des différentes conventions collectives qui peuvent se superposer », a-t-elle déclaré.

Un des principaux obstacles à la fusion des services ou des municipa-

lités est l'harmonisation de ces conventions collectives, différentes d'une municipalité à l'autre. Les élus craignent que les meilleures conventions soient appliquées, ce qui se traduirait par des coûts additionnels.

Claude Généreux estime que les propos de Mme Harel constituent « un bonbon » afin d'inciter les municipalités à fusionner.

Le SCFP, qui représente 80 % des quelque 35 000 employés cols bleus et cols blancs du monde municipal, craint également que ces propositions ouvrent la voie à du maraudage et reconfigurent l'appartenance syndicale.

De telles tentatives de maraudage dans le cadre de fusions ont déjà eu lieu par le passé, notamment dans le milieu hospitalier, observe M. Généreux.

Il ne veut surtout pas que la fusion de municipalités aboutisse à une guerre entre syndicats afin de représenter les travailleurs regroupés sous un seul employeur.

Les craintes de M. Généreux s'ajoutent à celles des travailleurs quant à un assouplissement de l'article 45 du Code du travail, ouvrant la voie à la sous-traitance. Là-dessus, la ministre Harel a indiqué que sa démarche était « parallèle à la grande réforme du Code du travail » et qu'il ne fallait pas mêler les deux.

« Ce dont je parle, c'est une façon de faire qui, dans le cadre des lois municipales, favorise des solutions pour inciter au regroupement de services et de municipalités », a-t-elle réitéré.

### Tentative de meurtre

■ Un jeune homme de 18 ans se trouvait dans un état critique hier soir à l'hôpital, après avoir été atteint de plusieurs projectiles d'arme à feu alors qu'il se trouvait dans l'entrée d'un édifice à logements situé au 294, rue Vézina, à LaSalle. La tentative de meurtre est survenue vers 11 h 05. Trois inconnus ont alors ouvert le feu en direction de l'homme. Les suspects, trois hommes âgés dans la vingtaine, ont été vus quittant la scène du crime dans une automobile. La tentative de meurtre à toutes les allures d'un règlement de comptes dans le milieu de la drogue.

### Fuite de gaz

■ Une cinquantaine de personnes ont été forcées de quitter leur logis hier midi à Montréal, quand l'opérateur d'une excavatrice appartenant à la Ville a percé une conduite de gaz naturel, face au 5677, rue Saint-Hubert, entre la rue Saint-Grégoire et le boulevard Rosemont. Les évacués ont trouvé refuge dans des autobus, le temps que des employés de Gaz Métropolitain colmatent la fuite. Le Service de prévention des incendies de la Ville a fait couper l'électricité dans le secteur et un important périmètre de sécurité a été dressé. La circulation a été interrompue rue Saint-Hubert durant près de 90 minutes.

### Accident mortel

■ Un homme de 40 ans de Saint-Jérôme, André Gravel, a perdu la vie hier matin sur la route 175, près de Laterrière au Saguenay, lorsque sa fourgonnette a quitté la voie, fait plusieurs tonneaux et pris feu dans un fossé. La victime a été éjectée du véhicule, tandis que sa passagère est demeurée coincée à l'intérieur. Ce sont d'autres automobilistes qui ont réussi à faire sortir la femme de la fourgonnette. Tout indique que le conducteur se serait endormi au volant.

### Glissement de terrain

■ Le ministère des Transports du Québec a décidé d'interdire toute circulation automobile vendredi sur le chemin Grand-Pré à L'Acadie. Des mouvements de sol ont été observés sur ce chemin et Transports Québec a décidé de ne prendre aucun risque et de fermer de façon préventive la route entre les numéros civiques 101 et 120 pour une durée indéterminée. Le dégel et des fortes pluies qui sont abattues sur la région au cours des derniers jours seraient à l'origine du phénomène. La circulation lourde et les automobiles doivent emprunter les routes 129, l'autoroute 35 et la route 104 afin de contourner le barrage. Le ministère des Transports surveille la situation de près et invite les automobilistes à respecter la signalisation routière.

### La BBC supprimerait 1000 emplois

■ Le directeur général de la BBC, Greg Dyke, pourrait annoncer demain une série de suppressions d'emplois dans le cadre d'une restructuration majeure du service public de l'audiovisuel britannique, rapportait hier la presse britannique. Ces suppressions, qui devraient essentiellement concerner les postes de direction, pourraient toucher 1000 postes, selon Broadcast, un journal spécialisé dans les médias. Greg Dyke, qui a récemment pris ses fonctions à la tête de la BBC, communiquera ses plans aux salariés de la BBC, lors d'une conférence demain. M. Dyke aurait l'intention de diminuer le poids de la hiérarchie et de l'administration. La British Broadcasting Corporation (BBC) est un mastodonte de quelque 23 000 employés, dotée d'un budget de 2,8 milliards de livres (4,48 milliards d'euros).



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse ©

## Dernier hommage

Au moins une centaine de cols bleus provenant des quatre coins de la province ont assisté hier matin aux funérailles de Marc Desforges, cet employé manuel de Laval mort dans des circonstances atroces à son travail mardi dernier. Les travailleurs de 25 municipalités du Québec se sont présentés, plusieurs avec leurs camions, au salon funéraire Dallaire sis sur le boulevard Saint-Martin. M. Desforges est mort alors qu'il nettoyait une épandeuse à sable dans les ateliers municipaux du boulevard Chomedey.



PHOTO YVON GAGNON, collaboration spéciale

## Facultés vraisemblablement affaiblies

Un automobiliste de 30 ans, de LaSalle, a été blessé grièvement dans la nuit de vendredi à samedi sur la route 116, non loin de l'autoroute 30 à Saint-Bruno, lorsqu'il a heurté l'arrière d'un camion qui le précédait. L'automobiliste, qui semblait en état d'ébriété, a été éjecté de son véhicule à quatre roues motrices pour se retrouver sous les roues. Un mélange d'alcool et de vitesse semble être à l'origine de l'accident. Une bouteille de bière a été retrouvée à l'intérieur du véhicule.

## Le parti de Jean Doré croule sous les dettes

### Les finances du RCM s'assainissent

MARTINE ROUX

La campagne électorale de 1998 laisse encore des trous importants dans les états financiers de certains des partis d'opposition montréalais.

Après avoir terminé l'année 1998 avec un déficit de plus de 250 000 \$, le Rassemblement des citoyennes et citoyens de Montréal a légèrement amélioré sa santé financière au cours des derniers mois.

Selon son rapport financier pour l'exercice se terminant le 31 décembre 1999, déposé vendredi au Service des finances, le parti de Michel Prescott a dégagé un bénéfice de 5307 \$ tout en bonifiant sa situation de liquidités. La dette du RCM envers les banques a ainsi fondu de 60 000 \$ à quelque 9000 \$. Trente personnes ont laissé 21 634 \$ dans les goussets du parti tandis que 22 autres ont donné des sommes inférieures à 100 \$. Malgré tout, le passif du parti atteint la somme de 143 420 \$.

Équipe Montréal, qui représentait l'ex-maire Jean Doré lors des dernières élections, fait plus piètre figure. Incapable d'absorber l'imposante dette frisant les 600 000 \$ qu'il présentait au sortir de la campagne 1998, le parti traîne toujours des dettes importantes et ce, même s'il a réussi à cumuler un surplus de 1179 \$ au cours de la dernière

année. Son découvert se chiffre à près de 2000 \$ tandis qu'il a emprunté environ 72 000 \$ aux institutions financières en 1999.

Par ailleurs, les contributions à la caisse d'Équipe Montréal se sont raréfiées en 1999 : le parti a reçu huit contributions de plus de 100 \$ — totalisant 4450 \$ — et cinq dons de moins de 100 \$. Les deux seuls conseillers qu'avait fait élire Équipe Montréal lors des dernières élections, Helen Fotopulos et Sammy Forcillo, ont tous deux claqué la porte du parti au cours de la dernière année. L'ex-chef Jean Doré a lui aussi déserté le navire, ce qui laisse planer le plus grand mystère quant à l'avenir de la formation politique maintenant dirigée par Pierre Goyer.

Quant au Parti Montréal 2000 de Michel Bédard (anciennement Éléphant blanc), qui avait habilement tiré son épingle du jeu en 1998, il présente cette année un déficit de 3076 \$.

Bien que les partis soient officiellement tenus de fournir leurs rapports financiers annuels avant le 1er avril, il faudra attendre à lundi avant de connaître la situation financière de Nouveau Montréal (Jacques Duchesneau) et de la Coalition démocratique de Montréal (Marvin Rotrand). La date butoir tombant un samedi, le Service des finances sera clément à leur endroit, a indiqué vendredi l'un de ses représentants.

## Plus cher le téléphone?

Presse Canadienne  
TORONTO

Bell Canada demande au CRTC de pouvoir hausser de trois % ses tarifs résidentiels dès le 1<sup>er</sup> mai.

Selon ce qu'a obtenu le quotidien *Toronto Sun*, la facture d'environ 80 % des clients résidentiels de Bell augmenterait de près de 35 cents par mois.

Par contre, d'autres abonnés dans les secteurs les plus coûteux — comprenant certaines zones rurales — verraient leur facture augmenter de 2,30 \$ par mois.

Une porte-parole de Bell, Ann Mahdy, a indiqué au *Toronto Sun* que ces hausses sont nécessaires pour couvrir les coûts d'exploitation du service local de base. Selon Bell, les clients résidentiels contribuent pour environ 76 % de ces coûts.

Néanmoins, si la requête au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes était acceptée, les tarifs pour une seule ligne d'affaires pourraient être réduits de 20 %.

La dernière augmentation des tarifs locaux de Bell remonte à 1998 ; le tarif de base avait alors augmenté de 2,57 \$ par mois.

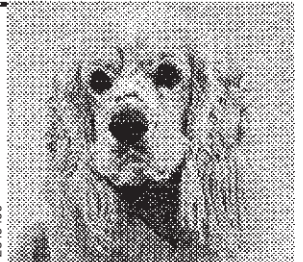
La Presse

ANIMAUX DOMESTIQUES Rubrique 220

3 lignes d'annonce  
4 jours consécutifs

pour seulement  
**28,98 \$**  
+ taxes

Les petites annonces  
285-7111  
Appels interurbains sans frais :  
1 800 361-5013



# Landry : l'État doit demeurer l'ombudsman des citoyens

PIERRE VENNAT

« De plus en plus, les décisions qui affecteront notre vie de tous les jours ne seront prises ni au gouvernement du Québec ni au gouvernement d'Ottawa, mais à l'échelle mondiale. Dans ce contexte de mondialisation, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il ne serait pas prudent de diminuer les pouvoirs de l'État comme protecteur des intérêts de la collectivité qui tâche, du mieux possible, d'assurer à tous l'égalité des chances. »

Bernard Landry, vice-premier ministre et ministre des Finances, n'est pas un nostalgique du passé, même si la Révolution tranquille, il l'a bien connue en tant que président des étudiants de l'Université de Montréal au début des années 60.

Il n'est pas prêt d'oublier les manifestations auxquelles il a participé, contre Donald Gordon, président du Canadien national, qui affirmait qu'aucun Canadien français n'était qualifié pour occuper un seul des 17 postes de vice-président de l'entreprise à l'époque.

Aujourd'hui, et grâce à la Révolution tranquille, cette période est finie. « Nous ne sommes plus des colonisés économiques », clame-t-il bien fort.

Tout cela grâce à l'éducation. Ancien professeur syndiqué de l'Université de Québec à Montréal,

où s'est tenu pendant trois jours le colloque visant à faire le bilan de la Révolution tranquille, quarante ans plus tard, Bernard Landry a promis à « son président » que l'État ferait un effort considérable du côté de l'éducation afin de s'assurer que les professeurs ont les moyens financiers nécessaires pour bien faire leur travail.

Car c'est, selon lui, grâce surtout à la réforme de l'Éducation, attribuable à Paul Gérin-Lajoie, à qui il a publiquement rendu hommage, que celle-ci a permis à des cadres francophones de s'emparer du monde dans leur catégorie. Bien sûr, il y a encore bien des inégalités. Et de la pauvreté. Mais au moins, on a les moyens pour es-

sayer, à tout le moins, de réduire les écarts.

Déclaration qui l'a fait chahuter par un interpellant, affichant une coiffure et une tenue punk et qui insistait pour tutoyer le « camarade Bernard » et qui voyait de la contradiction dans le « nationalisme », le « capitalisme » et le caractère « démocrate » du ministre. Celui-ci a dit qu'il ne se voyait pas tant comme « nationaliste » que « patriote » et il a d'ailleurs déclaré que si le Québec a raté la Révolution française de 1789, n'étant plus français et la Révolution américaine de 1775, n'étant pas américain, il avait commencé sa Révolution tranquille en 1837 avec les Patriotes.

Ceux-ci ont échoué, militairement parlant, mais ont permis l'instauration de mesures démocratiques qui font que, grâce à Georges-Émile Lapalme, Jean Lesage et René Lévesque, le climat électoral québécois est plus transparent que même la France.

D'où la raison de préserver l'État comme « ombudsman » des citoyens dans un monde où, sinon, on risque d'être dirigés davantage par les PDG de multinationales que les députés élus de l'Assemblée nationale.

# « Pas question de revenir 40 ans en arrière »

PIERRE VENNAT

Le Québec a bel et bien connu, depuis 1960, une « Révolution tranquille ». Mais, si celle-ci ne doit pas être oubliée, elle ne doit pas, non plus, être mythique. Et surtout, le Québec entre, avec notamment la mondialisation, dans une autre « révolution » qui, elle, risque de n'être pas tranquille du tout.

En un mot, il ne faut pas hésiter à jeter un regard critique sur la « révolution » amorcée en 1960, et s'il faut en conserver plusieurs des acquis, il n'est pas question, à l'orée d'un nouveau siècle, de revenir 40 ans en arrière.

Telle est, si l'on peut dire, la principale conclusion que le politologue Yves Bélanger et l'historien Robert Comeau, coorganisateurs du colloque de l'Université du Québec à Montréal (avec l'étudiante Céline Méthivier), tirent de ce grand « remue-ménages » qui a eu lieu sur la question depuis quelques jours et dont le sondage de *La Presse* sur les tendances de la société québécoise depuis 1950, la série d'articles de l'éditorialiste en chef Alain Dubuc et les articles et réflexions publiés depuis une semaine dans *La Presse* et ailleurs ne sont que la partie la plus visible.

Et s'il faut en croire les professeurs Comeau et Bélanger, ce « grand cours public » qui a mobilisé des centaines de personnes

depuis jeudi jusqu'à hier soir à l'UQAM ne constitue qu'un début. Désormais, la Révolution tranquille n'est plus un sujet tabou pour les historiens, économistes, sociologues et politologues et l'analyse critique de cette période ne fait que débiter.

Cela dit, l'unanimité n'est pas faite sur les objectifs et priorités de l'avenir.

À commencer par la question nationale, bien sûr, où fédéralistes et souverainistes ne s'entendent pas. Là-dessus, il semble que l'appel de l'éditorialiste en chef de *La Presse* pour qu'on passe à autre chose est loin d'avoir été entendu. Dans les sphères politiques et universitaires à tout le moins.

On ne s'entend pas non plus sur le rôle de l'État dans l'économie. Jean Charest veut le réduire au minimum, plusieurs autres, dont bien sûr le gouvernement québécois actuel, croient au contraire que dans un contexte de mondialisation, un État fort est de plus en plus nécessaire pour protéger les acquis de la collectivité.

Dans le domaine de la santé, tout le monde veut conserver le système public et universel d'assurance-santé et d'assurance-hospitalisation, mais, dans un contexte de ressources financières limitées et de besoins croissants, on ne s'entend pas sur la place à donner au système privé.

# Zellers

Si vous avez 60 ans ou plus, vous pourrez profiter de l'offre

# Avantages

# 60

Le lundi 3  
avril 2000

Obtenez un rabais de

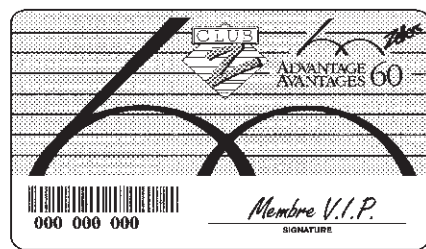
# 10%

sur \*TOUS les articles à prix ordinaire, en solde ou en liquidation, y compris les services dans les salons Magicuts<sup>+</sup> chez Zellers. **Profitez-en!**

OFFRE EN VIGUEUR À VOTRE MAGASIN ZELLERS LE LUNDI 3 AVRIL 2000

\*Certaines exceptions peuvent s'appliquer. Vous trouverez tous les détails en magasin au comptoir du service à la clientèle.

<sup>+</sup>Où le service est offert.



# Les deux patates



Stéphane Laporte

collaboration spéciale

**J'** ai 6 ans. Je suis en deuxième année B. Je reviens de l'école en tenant la main de ma mère. Il fait beau. Mon chum Benoît marche à mes côtés. On chante do-wa-didi de Tony Roman. On s'en va jouer ensemble à la maison. Au coin de la rue Prud'homme et de la rue Notre-Dame-de-Grâce, on croise Viviane et Ursule, deux filles de notre classe. Viviane et Ursule sont toujours ensemble. Ce sont les deux meilleures amies du monde. Elles rigolent tout le temps. Elles se ressemblent. Elles sont rondes toutes les deux. Dans la cour d'école, on dit qu'elles sont grosses. On les appelle les deux patates.

En les voyant, Benoît et moi, on s'échange un petit sourire. Viviane et Ursule nous disent bonjour. Je leur réponds : « Bonjour les deux patates ! » Et je regarde mon chum Ben. Il éclate de rire. Je ris aussi. Fier de mon coup. Ma mère, choquée, me dit : « Sté-

phane, excuse-toi ! » Je ne comprends pas pourquoi elle est si fâchée. Appeler Viviane et Ursule les deux patates, ce n'est pas si grave que ça. Tout le monde le fait. Mais puisque ma mère me dit de m'excuser, je vais m'excuser. J'arrête de rire avec Benoît et je me tourne vers les deux filles. Et je vois leurs yeux. Viviane et Ursule ont les yeux figés. Les yeux en douleur. Elles ne pleurent pas. C'est pire, elles encaissent. Elles se retiennent. Je vois dans leurs yeux que je leur ai fait mal. Atrociement mal. J'essaie de leur dire « je m'excuse », mais ça ne sort pas, tellement je suis intimidé par leur détresse. Ma mère me dit : « Plus fort ! » Je parviens, tant bien que mal, à balbutier un « je m'excuse ». Viviane et Ursule me regardent toujours. Elles me font un léger sourire. Brisé. Puis elles passent leur chemin.

Nous aussi, on poursuit notre route. Mais on ne parle plus. On ne chante plus do-wa-didi. Je n'en ai plus envie. Je suis trop effondré en dedans. Je me sens tellement con. J'ai tellement honte. J'ai gâché la journée de deux personnes qui n'avaient rien demandé. J'ai éteint leur soleil. En voulant faire mon drôle. Je ne pensais pas que j'étais pour leur faire mal comme ça. Je croyais qu'elles étaient habituées à se faire appeler les deux patates. Que ça ne leur faisait rien. Comme si ça pouvait ne rien leur faire ! Comme si deux personnes pouvaient se faire dire qu'elles sont grosses et aimer ça. Je suis vraiment con. S'il y en a un qui aurait dû le savoir, c'est bien moi. Avec mes deux jambes cro-

ches. Je sais bien que dans la cour d'école, les autres enfants rient de moi parfois. Qu'ils imitent ma façon de marcher. Qu'ils me donnent des noms pas gentils. Dans mon dos. Et même devant moi. Je sais bien que ça fait mal. Très mal. Mais ça ne m'a pas empêché de le faire à Viviane et Ursule. Est-ce qu'on se venge de nos douleurs en les faisant subir aux autres ?

Peut-être que ce n'est pas si profond que ça. Moi, j'ai dit ça juste comme ça, après tout. Sans y penser. Pour faire rire mon chum Benoît. Sans vouloir être méchant. Mais j'ai fait mal quand même. On ne rit pas de la douleur des autres. Le rire est là pour enlever la douleur. Pas pour la donner.

On est arrivé à la maison. Ma mère dit à Ben de rentrer chez lui. Que je ne jouerai pas ce soir. Puis elle me dit d'aller dans ma chambre réfléchir. Pour la première fois de ma vie, je trouve qu'elle a raison de me punir. Même qu'elle devrait me punir encore plus. Me punir tellement que je ne me sentirais plus coupable.

Je m'allonge sur mon lit. Je n'arrête pas de revoir les yeux de Viviane et d'Ursule. Je ne suis pas près de les oublier. Leurs yeux me rappelleront toujours à quel point on peut faire mal à quelqu'un seulement avec des mots. Les mots sont la pire des armes. Le plus coupant des couteaux. La plus meurtrière des bombes. Et je sais en jouer. Je sais m'en servir. Ça m'arrivera encore souvent d'envoyer une phrase de trop, une blague blessante. Pour me défendre. Ou pour attaquer. Et chaque fois les yeux de Viviane et

d'Ursule apparaîtront dans ma tête. Et je saurai que j'ai tort. Et je saurai que je suis con. Et j'essaierai de faire attention. La prochaine fois. Ce n'est pas simple.

Mais pour l'instant, je n'ai que 6 ans. Et je ne désire qu'une chose : me racheter. Mettre du bonheur dans les yeux de Viviane et d'Ursule. Et ne plus jamais faire de la peine à personne. De ma vie. Ma mère vient me dire que je peux sortir de ma chambre. Que ma punition est finie. Je cours dans ses bras. Et je la serre très fort. Je lui dis merci. Elle ne comprend pas. Elle pense que je suis malade !

Le lendemain matin, dans la cour d'école, je retourne voir Viviane et Ursule. Elles ne me boudent pas. Elles me disent bonjour. Ce sont vraiment deux filles épatantes. J'essaie de les faire rire. En leur parlant de mes cheveux dépeignés. Des traces de jus d'orange que j'ai encore autour des lèvres. De mes genoux éraflés à cause de la chute que j'ai faite parce que mes lacets étaient détachés. Elles rient. Je vais mieux.

À la suite de l'histoire de la mafia du sirop d'érable, Radio-Canada mettra bientôt à l'afiche une nouvelle série : *Omertà et les oreilles de crisse*.

L'émission *Les Fils à papa* aura bientôt deux nouveaux animateurs : Erik Péladeau et Claude Chagnon. On ne sait toujours pas si l'émission sera diffusée à TQS ou à TVA.

## Les Inuits réclament compensation pour les chiens de traîneaux

Presse Canadienne  
TORONTO

Les Inuits du nord du Québec demandent à Ottawa et à la province des compensations pour les pertes engendrées par un règlement qui permettait aux autorités, il y a plusieurs décennies, d'abattre leurs chiens de traîneaux, selon le quotidien *National Post*.

Selon les Inuits, cela constitue une violation des droits de la personne qui a détruit leur mode de vie traditionnel, les forçant à se tourner vers la motoneige pour leurs déplacements.

Un groupe, représentant 9000 Inuits du nord du Québec, a aussi demandé des excuses et une enquête publique au sujet de règlements fédéraux et provinciaux, datant des années 50 et 60, qui permettaient aux autorités de saisir et de tuer les chiens sans le consentement de leurs propriétaires.

La société Makivik, une organisation de développement économique représentant 15 communautés inuites du nord de la province, a ainsi présenté une demande écrite au ministre fédéral des Affaires indiennes et du Nord canadien, Robert Nault, et à son homologue provincial, Guy Chevrette, durant son assemblée générale annuelle, cette semaine, à Kuujuaq.

Makivik a mené sa propre enquête au sujet de ces tueries de chiens. « Les chiens de traîneaux sont très importants pour les Inuits et cela démontre qu'ils n'avaient aucun contrôle sur leur vie », soutient la porte-parole de Makivik, Lucy Grey. Mme Grey affirme que les chiens de traîneaux, qui étaient laissés en liberté dans les communautés inuites, ont été tués par des agents de la Gendarmerie royale du Canada. Selon la porte-parole, pendant la période durant laquelle les Inuits ont été forcés d'abandonner leur vie nomade pour devenir sédentaires, la GRC considérait que ces chiens, souvent errants, étaient dangereux.

De plus, selon Mme Grey, sous l'ex-premier ministre Maurice Duplessis, des représentants du gouvernement provincial auraient tué des animaux en vertu d'un règlement qui autorisait le retrait des chiens errants sur les terres agricoles. Lucy Grey ajoute que ce règlement ne s'appliquait vraisemblablement pas aux Inuits.

En conséquence, la porte-parole soutient que plusieurs Inuits sont morts parce qu'ils ont dû utiliser la motoneige, un moyen de transport plus dangereux et moins fiable dans les régions du Nord.

Néanmoins, la GRC rétorque que ses agents n'ont jamais reçu l'ordre d'abattre les chiens de traîneaux.

## Pas de soins sur Internet

Associated Press  
PORTLAND, Orégon

Un médecin américain a écopé d'une amende de 5000 \$ et d'une mise à l'épreuve de dix ans pour avoir prescrit des médicaments à des patients qu'il n'avait pas examinés puisqu'ils l'avaient contacté sur des sites Web. Le Dr. Steven Moos faisait de la publicité et prescrivait des traitements contre l'impuissance, la perte de cheveux, l'arthrite, pour maigrir ou pour arrêter de fumer. Le Conseil de l'ordre a également ordonné au praticien de laisser tomber Internet. « Dans cinq ans, tout cela semblera absurde que de me punir pour avoir fait ce que tout le monde fera dans cinq ans », a déclaré le Dr Moos.

**Nouveau à Montréal**

**Déco Design & Cie**

Tissus • Dentelles  
Draperies • Valences  
Couvre-lits • Douillettes  
Housses de couette  
Coussins • Papiers peints  
Peinture • Toiles  
Stores horizontaux et verticaux  
Pôles décoratives  
Accessoires  
Antiquités

Service de décoration en boutique et à domicile

205, av. du Mont-Royal Est, Montréal  
(514) 286-1222

**loto-québec résultats**

**6/49** Tirage du 00-04-01  
3 16 32 39 46 49  
Numéro complémentaire: 19

**Québec 4/9** Tirage du 00-04-01  
GAGNANTS: 6/6: 0 (1 000 000,00 \$); 5/6+: 2 (50 000,00 \$); 5/6: 24 (500,00 \$); 4/6: 1 151 (50,00 \$); 3/6: 20 631 (5,00 \$)  
LOTS: 1 000 000,00 \$; 50 000,00 \$; 500,00 \$; 50,00 \$; 5,00 \$  
Numéro complémentaire: 44  
Ventes totales: 616 835,50 \$

**Banco** Tirage du 00-04-01  
12 21 23 24 33  
34 37 41 46 47  
49 52 55 60 61  
63 65 66 67 69

**Quotidienne** Tirage du 00-04-01  
3 4

**Extra VENDREDI** Tirage du 00-03-31  
NUMÉRO: 765235

**Extra SAMEDI** Tirage du 00-04-01  
NUMÉRO: 136205

**SUPER 7** Tirage du 00-03-31  
GAGNANTS: 7/7: 0 (10 000 000,00 \$); 6/7+: 3 (110 260,10 \$); 6/7: 88 (3 289,00 \$); 5/7: 6 715 (153,90 \$); 4/7: 142 149 (10,00 \$); 3/7+: 132 476 (10,00 \$); 3/7: 1 190 481 (partic. grat.)  
LOTS: 10 000 000,00 \$; 110 260,10 \$; 3 289,00 \$; 153,90 \$; 10,00 \$; 10,00 \$  
Ventes totales: 17 672 084 \$  
Prochain gros lot (approx.): 12 500 000 \$

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Le modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

**SEARS**

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU DIMANCHE 16 AVRIL 2000, DANS LA LIMITE DES STOCKS

**Pneus RoadHandler<sup>MD</sup> T Plus**

**Moitié prix**

Faits pour Sears par Michelin<sup>MD</sup>

GARANTIE 6 ANS DE KILOMETRAGE ILLIMITÉ CONTRE L'USURE\*

Côtés à relief profond assurant une adhérence supérieure sur route mouillée et enneigée. Couverts par notre service de changement de pneu sur place 24 heures sur 24\*. Série n° 51000

à partir de **77<sup>99</sup>** Ch.  
P175/70R13. Rég. Sears 154,99

Dimensions	Rég. Sears	Soldé, chac.
P185/70R14	172,99	86,49
P195/70R14	180,99	90,49
P205/70R15	202,99	101,49
P215/70R15	208,99	104,49
P235/70R15	229,99	114,99
P195/65R15	196,99	98,49
P205/65R15	204,99	102,49
P225/60R16	224,99	112,49

Avec la garantie contre les avaries routières\*. \*Détails complets chez Sears

**Pneus toute-saison Silverguard<sup>MD</sup> ST**

Faits pour Sears par Bridgestone

TOUS LES 13 POUCES **44<sup>99</sup>** Chac.

TOUS LES 14 POUCES **54<sup>99</sup>** Chac.

TOUS LES 15 POUCES **64<sup>99</sup>** Chac.

Garantie de 100 000 km contre l'usure\*. Pneus Silverguard ST classés neige et boue pour une tenue de route supérieure. Série n° 64000

Dimensions	Chac.
P155/80R13	44,99
P235/75R15	64,99
P175/70R13	44,99
P185/70R14	54,99
P195/70R14	54,99
P205/70R15	64,99

Avec la garantie contre les avaries routières\*

**ENTRETIEN AUTOMOBILE DE TOUTE CONFIANCE<sup>MC</sup>**

• Freins • Alignement des roues  
• Mise au point

rien que **19<sup>99</sup>** (plupart des véhicules)  
Huile, graissage et filtre

Téléphonez pour prendre rendez-vous!

NP0410300 Copyright 2000, Sears Canada Inc.

**SEARS**

ANJOU\* 353-7770 LAVAL\* 682-1200  
BROSSARD\* 465-1000 ST-BRUNO 441-6603  
LASALLE\* 364-7310 ST-LAURENT\* 335-7770  
\* COMPOSEZ LE POSTE 228

**PAS DE PAIEMENT AVANT OCTOBRE 2000**  
pour tous les services et produits automobiles de plus de 200 \$

Détails en magasin

Actualités

# Prostitution: il y a de l'agressivité dans l'air



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

Sur les 400 ou 500 putains qui font le trottoir à Montréal, entre 60 % et 80 % sont des femmes âgées entre 18 et 24 ans.

Voici le deuxième et dernier volet de notre série sur la prostitution.



Michèle Ouimet

Insultes, agressivité, menaces, la semaine n'a pas été facile pour les prostituées qui subissaient les contrecoups de la révolte des résidents du Centre-Sud outrés par le projet pilote de la Ville de Montréal qui voulait tolérer la prostitution dans leur quartier pendant un an.

« Il y a un climat de violence dans la rue et les prostituées écoent. Il y a eu des menaces et il y a de l'agressivité dans l'air », raconte Dariane Tonnelier, directrice de Cactus, un groupe qui distribue des seringues aux toxicomanes.

Pendant que le débat secouait le quartier, « certaines prostituées se faisaient crier des bêtises par des citoyens et leurs relations étaient plus tendues avec la police. La tension était grande », note de son côté François Vermette, porte-parole d'Alerte Centre-Sud qui regroupe une cinquantaine d'organismes communautaires du quartier.

« Avec l'intolérance, c'est rock'n'roll, ajoute Gilles Beauregard, directeur de Spectre de rue où on s'occupe des toxicomanes. Les choses sont difficiles. On reste tranquille, le temps que la tempête passe... et on se tient loin des journalistes. »

Devant la vague d'indignation soulevée par son projet pilote, la Ville l'a retiré en catastrophe le 17 mars. Les résidents du quartier Centre-Sud vivaient le syndrome « pas dans ma cour ».

Chez Stella, un organisme qui prend la défense des prostituées, la tension était vive. « On a reçu des briques dans nos vitres et le jour où le projet a été retiré, on a retrouvé un oiseau mort devant notre porte », raconte la porte-parole, Marie-Claude Charlebois.

La Ville a organisé deux soirées de consultations publiques qui ont tourné à la foire. La salle était déchainée et les membres du Comité montréalais sur la prostitution de rue, qui défendaient leur projet de déjudiciarisation, se sont fait insulter. Le deuxième soir, un appel à la bombe a forcé l'évacuation des lieux.

« On s'est sentis menacés avec toute cette agressivité. Je n'avais jamais vu quelque chose comme ça. Ça n'avait pas de bon sens », rappelle Marie-Claude Charlebois.

Le sociologue Daniel Sansfaçon a été ébranlé. Membre du comité, il tentait en vain de défendre l'idée de tolérer les prostituées dans un quartier déjà marqué par la pauvreté. Un peu plus et ses propos déclenchaient une émeute. « Si j'avais été une prostituée, j'aurais fermé ma gueule de peur de recevoir des coups de bâton de baseball. Les gens avaient un discours de vidange. « Il faut nettoyer les rues », disaient-ils, comme si les prostituées étaient des déchets. Il s'est dit n'importe quoi dans cette histoire-là. »

« Les prostituées se sont senties rejetées, blessées, comme si elles étaient au bas de l'échelle de la société, affirme Diane Gobeil, une travailleuse de rue chez Cactus. Elles y tenaient à ce projet, elles voulaient que la police arrête de les achaler. »

Le son de cloche est différent chez Séro-Zéro où on donne un coup de pouce aux prostituées mâles. « Ils n'ont pas embarqué dans le débat, explique Patrick, travailleur de rue. Les affaires ont été un peu plus tranquilles parce que les clients, qui avaient peur de la controverse, se faisaient plus rares. »

Lorsque La Presse a fait le tour du quartier, c'était le calme plat. Même si les prostituées se sont senties blessées, ils ont regardé toute cette tempête de loin. Ce qui les préoccupe, c'est la police. Ils affirment qu'elle les harcèle. Sur ce sujet, ils sont intarissables.

## La police

La prostitution n'est pas illégale au Canada, mais les activités qui l'entourent, comme la sollicitation, le sont. Les maisons de débauche sont aussi frappées d'interdit.

« La sollicitation est une infraction sommaire et elle n'est pas passible d'emprisonnement, explique Serge Gascon, porte-parole du Service de police de la CUM. Si on arrête une prostituée, on peut la libérer sur place, mais elle doit nous promettre qu'elle va se présenter en cour, sinon, elle passe la nuit en prison, puis elle comparait devant le juge et écope d'une amende. »

Le prix d'une amende est de 136 \$. « Stupide, affirme Diane Gobeil. Au lieu de créer un effet dissuasif, ça crée un surplus de travail. Les filles vont faire davantage de clients pour payer leurs amendes. Les prostituées ont tellement peur de se faire arrêter qu'elles disent oui au premier client venu sans prendre le temps de vérifier s'il peut être dangereux. »

Serge Gascon proteste. Regardez les chiffres, dit-il, le nombre d'arrestations a diminué de façon importante au cours des dernières années. En 1995, la police avait procédé à 1858 arrestations (clients et prostituées). Quatre ans plus tard, ce chiffre chutait à 400 (voir tableau).

La police n'organise plus d'opérations de nettoyage, elle se contente de répondre aux plaintes des citoyens.

## Le maire Bourque tient à son projet de déjudiciarisation

MICHÈLE OUIMET

Même si le maire de Montréal, Pierre Bourque, a retiré en catastrophe son projet de déjudiciarisation de la prostitution, il n'a pas pour autant baissé les bras.

Mais pas question de cibler encore un quartier et de revivre la vague d'indignation qui a secoué le Centre-Sud. Le maire veut, d'ici l'été, adopter un programme d'aide aux prostituées.

« Au lieu de les laisser aller, on va essayer de les sortir de leur milieu, a-t-il expliqué à La Presse. On peut leur offrir une aide au logement et les soutenir après leur arrestation. (...) On va consacrer des efforts énormes. »

— Mais ça prend de l'argent ?

— On va en mettre, a répondu le maire.

La Ville négocie avec le ministère de la Métropole une enveloppe budgétaire de deux millions qui sera consacrée aux problèmes sociaux — prostitution, clochardisation, jeunes de la rue —, mais l'entente n'est toujours pas signée. Une bonne partie de cet argent ira dans le programme d'aide aux prostituées.

Le maire est pressé. Tout doit être prêt avant l'été.

C'est le Comité montréalais sur la prostitution de rue, celui-là même qui a pondu le projet pilote controversé, qui doit proposer un programme d'aide au maire Bourque d'ici un mois. Mais le Comité est désorganisé et démoralisé.

« Ça nous a pris des années pour élaborer la solution du projet pilote, je ne vois pas comment on pourra trouver rapidement une solution qui va avoir des effets significatifs sur le terrain », affirme François Vermette d'Alerte Centre-Sud.

Le Comité montréalais a omis d'associer les résidents du quartier. Pourtant, tous les organismes communautaires qui touchent aux problèmes de la toxicomanie, de la prostitution ou des sans-abri étaient présents.

Pour éviter de concevoir un nouveau projet qui sera rejeté par les gens du quartier, le Comité a décidé d'inviter des citoyens et des commerçants à siéger à sa table. Comment, selon quels mécanismes et qui sera choisi ? « Il n'y a rien de décidé, admet le coordonnateur du comité, Serges Bruneau. Mais l'été est à nos portes et il faut trouver une solution. »

michele.ouimet@lapresse.ca

### Total des mises en accusation des prostituées et des clients 1996-1999 au SPCUM

Poste de quartier	1996	1997	1998	1999
Centre-Sud	419	237	nd *	nd
Ville-Marie Sud-Est	179	127	nd	nd
Hochelaga-Maisonneuve	174	104	nd	nd
Montréal Nord-Ouest	3	84	nd	nd
Ville-Marie Sud-Ouest	5	67	nd	nd
Petite-Patrie Ouest	28	54	nd	nd
Parc-Extension	3	39	nd	nd
LaSalle-Nord	0	38	nd	nd
Petite-Patrie Est	3	36	nd	nd
Saint-Léonard Sud	1	30	nd	nd
<b>Total CUM</b>	<b>1501</b>	<b>987</b>	<b>626</b>	<b>400</b>

Source : Rapport du Comité montréalais sur la prostitution de rue et la prostitution juvénile. \* non disponible

Infographie La Presse

## Actualités

Portugais à la maison,  
Québécois à l'école

Encore plus que leurs parents, les enfants de l'immigration transforment du tout au tout le visage de la société québécoise. Voici le deuxième volet de notre série d'articles, qui se poursuit jusqu'à demain, visant à esquisser quelques traits de ce nouveau visage.



Rima Elkouri

Isabelle Calheiros aurait bien aimé, il y a quelques années, aller en appartement avec des amis. Mais la Montréalaise d'origine portugaise savait que ses parents, eux, n'auraient pas bien aimé. « Je savais qu'il n'en était pas question ! » dit la jeune femme de 28 ans.

« Les Québécois ont plus de liberté que j'ai pu en avoir. À l'école, c'est une culture. Tu arrives à la maison, c'est autre chose. Il y a là un conflit », observe-t-elle.

Si Isabelle a aujourd'hui quitté la bulle familiale, c'est qu'elle est mariée. Dire adieu au foyer parental sans passer par cette étape aurait été considéré comme un affront par sa famille. Une norme qui est le lot de bien des enfants d'immigrants, note l'anthropologue Deirdre Meintel, directrice du groupe de recherche « Ethnicité et société », à l'Université de Montréal.

Avec le temps, les normes ont tendance à se transformer et à s'assouplir, dit-elle. « Les jeunes que nous avons étudiés ont un grand respect des valeurs familiales. En même temps, ça ne veut pas dire qu'ils vont suivre à la lettre le désir de leurs parents. Par exemple, il est courant que les parents grecs ou portugais expriment le désir que le

jeune se marie à l'intérieur de son groupe ethnique, ce qui veut dire à l'intérieur de sa foi religieuse aussi. Mais les critères s'assouplissent assez souvent. »

Le mari d'Isabelle Calheiros, Pierre Justino, est d'origine portugaise. Fruit du hasard ou condition d'admissibilité ? « Hasard ! » répond sans hésiter la principale intéressée, qui y voit quand même certains avantages. « C'est l'un de parler à mes grands-mères en portugais et de savoir que Pierre peut comprendre. »

Sa mère, Deolinda, qui est femme de ménage, trouve que le fait de partager les mêmes origines facilite les rapports entre les familles. Quant au père, Adelino, employé d'entretien à la STCUM, il est bien heureux de ce hasard qui fait bien les choses. Mais il dit n'y être pour rien. « C'est une affaire dont je ne me mêle jamais. Si c'était un Canadien, je l'aurais accepté pareil. »

## Plus portugais que... les Portugais

Les parents qui immigreront se donnent souvent une mission de conservation de la culture d'origine, note Michel Pagé, professeur au département de psychologie de l'Université de Montréal et membre du groupe de recherche sur l'ethnicité et l'adaptation au pluralisme en éducation. « Ils sont toujours inquiets par rapport à leurs jeunes. Ils savent bien que ces jeunes vont leur échapper d'une certaine manière et vont adopter d'autres comportements et d'autres valeurs, d'autres habitudes et s'intéresser à d'autres choses. »

La transmission de la langue d'origine est généralement de mise pour les jeunes de deuxième génération. Chez les Calheiros, tous les enfants ont fréquenté l'école française, un choix qui allait de soi pour la famille, loi 101 ou pas. Mais, en prime, il y avait l'école portugaise Santa Cruz le week-end, angle Saint-Urbain et Rachel. « On manquait toujours les bonshommes le samedi matin ! » se rappelle Isabelle. Malgré cette « privation », la jeune femme garde d'excellents souvenirs de ses 11 ans de samedis portugais où elle s'est familiarisée avec l'histoire, la géographie et la



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse ©

Pour Deolinda et Adelino Calheiros (assis), d'origine portugaise, il était très important de transmettre certaines valeurs culturelles à leurs trois enfants, Isabelle, Victor et Fernando. Parfois, les Portugais de Montréal sont même plus portugais... que les Portugais, note Pierre Justino (debout à gauche), le mari d'Isabelle.

littérature de son pays d'origine.

Pour Adelino et Deolinda Calheiros, il était très important de transmettre à leurs trois enfants certaines valeurs familiales et religieuses. Et pour eux qui ont grandi sur une ferme et n'ont pas eu la chance de passer beaucoup de temps sur les bancs d'école, il était aussi vital que Fernando, Isabelle et Victor reçoivent une bonne éducation, de préférence dans une école privée.

Aujourd'hui, papa et maman Calheiros sont bien fiers de la réussite de leurs enfants. L'aîné, Fernando, 28 ans, est analyste financier. Isabelle travaille en ressources humaines. Et Victor, 23 ans, est mécanicien.

Fait étrange, note Pierre Justino, les Portugais d'ici sont parfois plus

portugais que... les Portugais. Ils tendent à vivre selon des traditions qu'ils croient authentiques, mais qui n'existent même plus au Portugal. « Les parents ont quitté le Portugal à une certaine époque et ils gardent en tête l'image de cette époque. Au fond, c'est pas vrai que c'est encore comme ça au Portugal ! »

Malgré la possibilité que cet attachement à des traditions ancestrales mythiques soit source de conflits, il n'y a pas lieu, règle générale, de « surproblématiser » les jeunes de deuxième génération, croit l'anthropologue Deirdre Meintel. Loin de vivre leur double appartenance comme un déchirement, ils la conçoivent plutôt comme une source d'enrichissement.

« Mais les conflits sont importants surtout quand les parents ont cette conception que plus il rentre d'identité et de culture québécoises dans leur jeune, plus ça chasse l'identité différenciatrice, note Michel Pagé. Mais ça ne se passe pas comme ça. Les deux se concilient. »

Demain : L'école de tous les chocs culturels

Des racines  
à réinventer

RIMA ELKOURI

« Those Asian Whizkids ». C'est le titre d'un numéro du *Time Magazine* des années 80 que Paul Nguyen Buu n'est pas près d'oublier.

« Je me rappelle que mon père avait gardé ce numéro, et il le garde toujours d'ailleurs. C'est le seul moment où j'ai vraiment senti de la pression juste à cause du fait que j'étais vietnamien. Et j'ai trouvé ça plate. »

« C'est sûr que quand ton père traîne ça dans sa poche arrière, ça met un peu de pression. Veut, veut pas, c'est une source de fierté incroyable pour la communauté », confie celui qui est aujourd'hui résident en chirurgie à l'Université de Montréal.

Né à Montréal d'une mère philippine et d'un père vietnamien, Paul Nguyen Buu dit n'avoir pas vraiment baigné dans la plus pure culture asiatique. « Mes parents nous ont élevés, ma sœur et moi, selon un mode nord-américain. Sans qu'il y ait eu pour autant abandon de leur culture traditionnelle. »

Il y a deux ans, le résidant du Plateau Mont-Royal de 28 ans est passé par une phase de retour aux sources. « Je voulais découvrir un peu ce qu'était le Vietnam, mon héritage culturel. Il arrive un moment dans ta vie où tu te rends compte que tu fais partie d'une communauté culturelle et que tu as une responsabilité envers elle. »

Même s'il ne parle pas vietnamien, même s'il n'a jamais mis les pieds au Vietnam ou aux Philippines, et même s'il sait qu'il ne serait là-bas qu'un touriste, Paul Nguyen Buu croit que c'est son devoir de connaître l'histoire de ses ancêtres. « Quand tu vis d'un endroit qui a connu un passé aussi trouble que le Vietnam, ça fait bizarre de ne rien connaître sur tous ces bouleversements. C'est juste normal et c'est même un devoir. Comme la communauté juive qui n'oubliera jamais l'Holocauste. » Pour l'anthropologue Deirdre Meintel, le retour aux sources que vivent plusieurs enfants d'immigrants dans la vingtaine constitue en fait une réinvention de leur identité. « Il y a une continuité, mais il y a aussi du nouveau. Il y a de l'invention dans tout ça. Ils ont plusieurs gammes de ressources culturelles où puiser. »

## La famille tricotée serrée

RIMA ELKOURI

« Je ne suis pas de ceux qui, à 18 ans, disent à leur enfant : « Va, tu es majeur et vacciné. »

Pour Claudie Ayas, la famille tricotée serrée, c'est important. Quand cette mère d'origine égyptienne réfléchit aux valeurs qu'elle voudrait transmettre à ses trois fils et à sa fille, elle pense avant tout à la protection du cocon familial.

« En Orient, l'enfant, même passé 20, 25 ans, gravite toujours autour de sa famille. Le noyau familial est plus important », explique son mari, Raouf Ayas, qui est cardiologue.

La famille semble être un élément identitaire très fort tant pour les immigrants que pour leurs enfants, constate l'anthropologue Deirdre Meintel. « Souvent les parents sont inquiets par ce qu'ils voient comme la fragilité de la famille au Québec. Quand on regarde la société québécoise depuis la Révolution tranquille, on peut comprendre pourquoi. »

Ce qui ne veut pas dire que toutes les familles immigrantes sont des nids de bonheur. Car l'image de la joyeuse *familia* réunie autour d'un bon repas comporte parfois un élément de mythe, note l'anthropologue. « Quand les jeunes d'origine immigrée parlent de l'importance de la famille, leur discours n'est pas forcément basé sur leur vécu. Certains parlent constamment des valeurs familiales de leur groupe, même si dans leur propre famille, ça ne va pas trop bien. »

## Le choc des valeurs

Au-delà des valeurs familiales, il y a des valeurs universelles, qui demeurent identiques, qu'on soit né à Montréal ou au Caire, croit Mme Ayas. « Les valeurs de base sont les mêmes : intégrité, rigueur, honnêteté, donner le meilleur de soi-même... »



PHOTO ALAIN ROBERGE, La Presse ©

Chez les Ayas, d'origine égyptienne, qui dit famille dit bonheur. Au centre, Raouf et Claudie Ayas, entourés de leurs quatre enfants : Charles (13 ans), Raymond (22 ans), Marlène (16 ans) et Joseph (20 ans).

L'idéal, dit-elle, ce serait de prendre « la crème de chaque côté », c'est-à-dire ce que la société d'accueil et la culture d'origine ont de mieux à offrir. Si Mme Ayas apprécie l'ouverture qui caractérise la société québécoise, elle souhaite néanmoins qu'un certain nombre de principes moyen-orientaux soient adoptés par ses enfants. Elle aimerait, par exemple, qu'ils attendent de se marier avant d'habiter avec leur conjoint. « Maintenant, s'ils le font ou non, ça, c'est leur choix », dit-elle.

Qu'en pensent les jeunes ?

L'aîné, Raymond Ayas, 22 ans, dit souscrire complètement aux valeurs de ses parents. Les normes de la société québécoise, en ce qui concerne la sexualité par exemple, ne lui conviennent pas, dit l'étudiant en génie. « J'ai été élevé comme ça. Je ne vais quand même pas faire une révolution ! »

Son frère Joseph, 20 ans, dit aussi adhérer en grande partie aux valeurs familiales. Pour lui, être à la fois exposé aux normes de la société d'accueil et à celles de sa culture d'origine, c'est comme faire face à un grand buffet. « On sait

que tout est là. Il ne nous reste plus qu'à choisir. »

■ ■ ■

Entraide Bois-de-Boulogne et la Société d'aide aux immigrants moyen-orientaux du Canada invitent les jeunes de toutes les origines à participer à un colloque, le samedi 8 avril, au cégep Bois-de-Boulogne. Au programme : des ateliers de discussion portant notamment sur l'identité et le dialogue entre les générations. Renseignements : (514) 306-4373.

## Actualités

## Le merle, synonyme de printemps

Une consultation populaire se tient jusqu'au 30 avril afin de choisir un oiseau emblème pour Montréal. Le merle d'Amérique est l'un des six candidats retenus. Ce chanter de nos quartiers est l'oiseau le plus connu et le plus facile à observer à Montréal. A-t-il l'étoffe et le caractère recherchés ? À vous de juger. Chaque dimanche, depuis le 12 mars et jusqu'au 16 avril, nous dressons un portrait de l'un des candidats. Un article synthèse conclura la série le 23 avril. Alors, pensez-y ! Petits et grands peuvent voter pour leur candidat favori.

VINCENT LÉTOURNEAU  
collaboration spéciale

**A**u bord d'un champ du Bois-de-Liesse, j'avance dans une neige épaisse fraîchement tombée. Autour des mangeoires suspendues, s'agitent les espèces habituelles : pics, sitelles et mésanges.

M'approchant du bois d'érables noirs, je traverse un véritable écotone — milieu de transition entre champ et forêt —, une large bande d'arbustes variés (aulnes, pommiers, saules...) chargés de vignes et autres plantes grimpantes.

« Tut-tut-tut ! » Je m'arrête, joyeux, mais un peu surpris par ces cris pourtant familiers. Un merle me signale sa présence (un brin hors saison). Balayant du regard les alentours, je le trouve bien à l'abri dans un arbuste coiffé de neige et chargé de raisins gelés.

Tout en l'observant, coeur battant, je me dis : « Que ton rouge va bien à nos hivers, mon merle ! En passeras-tu un avec nous ? Oui, mais alors, qui annoncera le printemps ? »

#### Connu de longue date

Le merle fréquente divers habitats incluant des milieux ouverts pour se nourrir, mais aussi des arbres, des arbustes, des haies et de petits bois, où il peut se réfugier et nicher. En été, il se nourrit surtout de vers de terre et d'insectes. En hiver, il devient frugivore.

Les pattes du merle possèdent un tendon propre aux passereaux qui bloque automatiquement — et sans effort — ses doigts en position fermée lorsqu'il se perche. C'est aussi un excellent marcheur. On le voit souvent qui court ou bondit sur les pelouses, puis s'arrête soudainement. Il semble écouter les vers de terre, mais c'est bien avec ses yeux qu'il cherche sa nourriture préférée.

Le merle d'Amérique fait partie des turdinus, une sous-famille qui compte plus de 300



PHOTO NORMAND DAVID, collaboration spéciale

On reconnaît le merle d'Amérique à son dos brun et à sa poitrine rouge brique.

espèces dans le monde, dont huit au Québec. Dans ce groupe, on trouve aussi les merles bleus et les grives, dont les chants sont parmi les plus mélodieux de la gent ailée.

En découvrant notre merle, les premiers colons français l'ont naturellement nommé « rouge gorge ». Cet oiseau à dos brun et à poitrine orangée est pourtant bien plus petit que le merle. En revanche, tous deux sont des oiseaux familiers des parcs et jardins. Ils viennent vite à l'affût des vers lorsqu'une bêche retourne la terre.

#### Il annonce le printemps

La plupart des merles passent l'hiver plus au sud et reviennent vers la troisième semaine de mars. De là l'idée que chez nous, c'est le merle et non l'hirondelle (de retour à la fin d'avril) qui « ramène » le printemps.

Les mâles arrivent les premiers. Ils trouvent leur nourriture en glanant les derniers fruits des arbustes et profitent des premiers coins de pelouse dégelés pour chasser. Quand le temps se réchauffe, les mâles se mettent à chanter d'un perchoir à l'autre pour délimiter leur territoire respectif.

Les femelles arrivent environ deux semaines plus tard. Elles ont alors tout le loisir de « magasiner ». Elles évaluent la qualité du territoire (aires d'alimentation, sites de repos et de nidification) et la capacité du mâle à le défendre (agressivité, beauté du plumage, puissance et qualité du chant).

À la mi-avril, les territoires sont établis

— même si les disputes se poursuivent jusqu'en été — et les couples sont formés. On voit alors des femelles arrachant de l'herbe sèche et transportant de la boue, leurs matériaux de base pour la construction du nid. Au printemps, celui-ci sera souvent installé dans un conifère, alors que les feuillus, encore nus, ne seront utilisés que plus tard en saison.

La femelle pond quatre ou cinq oeufs turquoise qu'elle incube seule pendant que le mâle voit à faire respecter ses frontières. Mais ce dernier ne donne pas sa place quand il s'agit de nourrir les bébés. C'est souvent lui qui termine l'élevage des jeunes hors du nid pendant que la femelle entame la prochaine nichée. Le merle en produit deux ou trois par été !

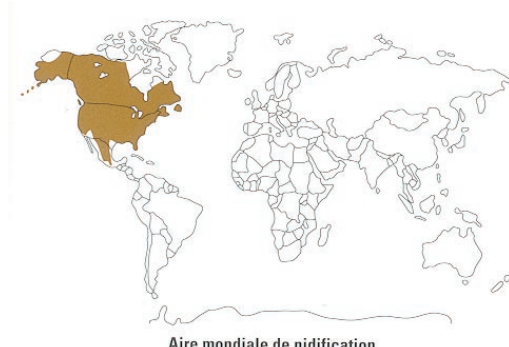
#### Un compagnon familial

À Montréal, rares sont les pelouses qui n'ont pas été arpentées par un merle, rares sont les arbres qui ne lui ont pas servi de refuge. Parfaitement adapté à la ville, le merle passe toute la belle saison parmi nous.

Si vous ne le voyez pas dans votre cour, vous n'aurez jamais à aller bien loin pour en trouver un. Allez voir dans le parc ou sur le parterre le plus proche.

Et si, au printemps, il lui arrive de vous réveiller de bonne heure, sachez que sa turlute flûtée et bien phrasée ne s'adresse pas à vous.

En hiver, il faudra chercher davantage pour retracer les quelques irréductibles qui ont préféré Montréal aux contrées moins en-



Aire mondiale de nidification

Digne de son nom, le merle d'Amérique niche pratiquement partout en Amérique du Nord, et ce jusqu'à la limite des arbres. Du printemps à l'automne, il est omniprésent et abondant à Montréal. Hivernant depuis le sud du Canada jusqu'au Guatemala, le merle se fait tout de même rare en hiver dans la métropole.

Source : Les oiseaux nicheurs du Québec

neigées. Seuls les quartiers et les parcs les plus fournis en fruits sauvages — tel le Jardin botanique, le mont Royal ou le Bois-de-Liesse — lui permettront de survivre jusqu'au printemps.

#### Le chanter du quartier

Chroniqueur en ornithologie et auteur d'un livre sur les oiseaux de Montréal, Pierre Bannon est d'abord un homme de terrain. Il a plusieurs raisons d'appuyer la candidature du merle comme oiseau emblème de Montréal.

« Lorsque j'étais petit garçon, c'est mon père qui me l'a présenté. Il l'appelait la grive. Le merle a su s'adapter à la civilisation. Il est partout, il vit près de chez nous. Combien d'appels au secours j'ai reçu du public pour des oeufs tombés du nid ou des jeunes incapables de voler ? Il est simple à identifier et facile à observer, même sans jumelles. Il niche souvent au bord d'une fenêtre ou sur un lampadaire à l'entrée d'une maison. C'est l'oiseau idéal pour éduquer les enfants ».

« C'est aussi un oiseau agressif (les chats passent par là !) et très fidèle (un merle niche chez lui dans la même épinette depuis des années). Prendre le merle comme emblème, c'est choisir celui qui annonce le printemps — celui dont le chant flûté est parmi les plus beaux de la gent ailée. »

L'auteur est animateur scientifique au Biodôme de Montréal

## Votez pour l'oiseau emblème de Montréal

Cette consultation est une initiative du Festival des oiseaux de Montréal. Le vote permettra de choisir un oiseau emblème qui sera proposé par adoption au Conseil municipal de la Ville de Montréal.

Le bulletin de vote sera publié chaque dimanche jusqu'au 23 avril 2000. Le tirage aura lieu le 19 mai 2000 et le nom des gagnants seront communiqués à l'occasion du premier Festival des oiseaux de Montréal qui se tiendra du 20 au 22 mai prochain au Biodôme de Montréal.

#### À gagner :

- Un forfait famille pour une fin de semaine en chalet dans le Parc de Frontenac
  - 4 exemplaires de l'Atlas des oiseaux nicheurs du Québec
  - un laissez-passer annuel familial pour le Biodôme et un certificat-cadeau de 50 \$ à la boutique.
- Une valeur totale de 1 300 \$

#### Bulletin de participation

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ âge : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_ App. : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Tél. rés. : ( \_\_\_\_\_ ) Tél. trav. : ( \_\_\_\_\_ )

#### Appuyez votre candidat favori en cochant l'un des cases :

- Le chardonneret jaune  Le grand héron  La mésange à tête noire
- Le faucon pèlerin  Le merle d'Amérique  Le petit-duc maculé

Ce bulletin peut être déposé au Biodôme et au Jardin botanique ou bien posté à :  
**L'oiseau emblème de Montréal** - C.P. 161, Succ. Rosemont, Montréal (Québec), H1X 3B7

Les fac-similés faits à la main sont acceptés. Règlements des concours disponibles au Biodôme.



## Illégaux: Caplan se rend en Chine

Presse Canadienne  
OTTAWA

La ministre canadienne de l'Immigration, Elinor Caplan, se rendra en Chine ce mois-ci pour tenter de juguler le flot d'immigrants illégaux chinois arrivés sur la côte ouest au cours des derniers mois.

La ministre Caplan partira le 20 avril pour un périple d'une dizaine de jours. Elle visitera plusieurs régions, notamment la province du Fujian, d'où sont originaires plusieurs des immigrants illégaux. Elle tentera de faire savoir qu'il ne sert pas à grand chose de risquer sa vie sur un rafiot pour finalement se retrouver en détention au Canada et y faire face à une déportation.

## Des ados craquent pour la géo

Mark Sabourin enlève le titre de champion du Québec



PHOTO ALAIN ROBERGE La Presse

Au grand bonheur de ses parents, Mark Sabourin a décroché hier le titre de champion québécois du Grand Défi canadien de la géographie. « Je n'en reviens pas ! jubilait le jeune homme de Roxboro. Je ne croyais même pas réussir le premier round. » Mark prendra le chemin d'Ottawa en mai prochain afin de représenter le Québec lors de la compétition nationale.

MARTINE ROUX

Quel nom donne-t-on à la latitude qui traverse le détroit de Behring ? Nommez le célèbre explorateur norvégien qui a atteint le premier le pôle Nord ?

Voilà quelques-unes des questions posées hier à la quarantaine d'adolescents qui participaient à la finale provinciale du Grand Défi canadien de la géographie. Des cèles ? Plutôt un jeu d'enfant pour plusieurs participants, puisque l'événement rassemblait la crème des classes de géographie du Québec.

Mark Sabourin, 14 ans, a enlevé le titre de champion du Québec à l'issue de cette joute amicale, qui se tenait presque simultanément dans toutes les provinces canadiennes. « Je n'en reviens pas ! jubilait le jeune homme de Roxboro. Je ne croyais même pas réussir le premier round. »

Mark prendra le chemin d'Ottawa en mai prochain afin de représenter le Québec lors de la compétition nationale. Il sera accompagné des autres gagnants de la finale québécoise : Matthieu Beauchemin, Louis Royer-Perron et Laurence Bich-Carrière, qui agira quant à elle comme substitut.

Plus que des disciplines scolaires, la géographie et l'histoire sont de véritables hobbies pour Matthieu Beauchemin, numéro deux de la finale d'hier mais champion québécois de 1999. « Je lis tout ce qui a trait à la géographie, aux voyages, à l'information internationale. C'est ma passion ! » Il a décroché une 13<sup>e</sup> place l'an dernier à Ottawa, un résultat qu'il compte améliorer cette année.

Certaines questions n'étaient toutefois pas piquées des vers. « On appelle DBO les exigences respiratoires des organismes marins. Que signifie DBO ? » a demandé l'animateur. Louis Royer-Perron est l'un des seuls à s'être mouillé. « Direction des bronches ouvertes ? » a-t-il lancé dans l'hilarité générale. Plutôt demande biologique en oxygène, a précisé le jury, non sans apprécier son humour.

Les meilleurs candidats de la finale nationale pourront se joindre à l'équipe canadienne lors de la prochaine Olympiade internationale de géographie, précise André Roy, directeur du département de géographie de l'Université de Montréal et coordonnateur du Grand Défi. « Représenter le Québec ou le Canada est toujours un prestige mais nous récompensons d'abord la participation des candidats, qui traduit une soif d'apprendre. »

Depuis 40 ans...  
**Pépinière Jasmin**  
Le centre de jardin le plus complet à Montréal.  
6505, Henri-Bourassa ouest, ville Saint-Laurent  
Tél.: 514-332-2978

Promo-Vigoro ! Présentez-vous avec ce coupon en magasin et bénéficiez d'un rabais de 10 % à l'achat de tout produit Golden Vigoro. Valable jusqu'au 30 avril 2000.

Spécial internautes ! Les 10 premières inscriptions au « Conseil du mois » sur notre nouveau site au: [www.jardinjasmin.com](http://www.jardinjasmin.com) recevront gratuitement un magnifique ensemble de 9 plaques décoratives murales d'une valeur de \$29,75 ! (Détails sur le web)

**HEINEK** **VIGORO**



# Dimanche, dans le jardin

## À faire cette semaine



- C'est le temps des semis de certaines **plantes annuelles**: capucines, tournesol, pétunia, pois de senteur, gloire du matin.
- Bonne période aussi pour semer les **choux** et les **tomates**. S'ils sont fait trop tôt, les semis de tomates donnent souvent des plants étiolés. La température idéale pour les tomates varie entre 15° et 18°C.
- Avril est propice pour traiter les arbustes avec de l'**huile de dormance**, si la plante a été victime des insectes ou d'une maladie l'année précédente. On pulvérise si possible juste avant le débourrement des bourgeons. Attention, le produit est efficace s'il ne gèle ni ne pleut durant les 24 heures suivant le traitement.

## À lire la semaine prochaine

- **Légumes miniatures pour petit potager**

# Bulbes tendres, bulbes d'été, un monde méconnu

**C**haque été, ils se taillent une place dans la plate-bande parmi les vivaces et les annuelles. Bulbes, tubercules, rhizomes, cornes, ils sont souvent regroupés sous le nom de bulbes tendres, car ils ne résistent pas à nos hivers. Il faut donc les déterrer à la fin de l'été ou au début de l'automne pour les entreposer à l'intérieur, un entretien minimal qui sera grandement récompensé. Si vous les dorlotez le moins, ils pourront durer des années et plusieurs se multiplieront allègrement. Plusieurs bulbes tendres sont très connus. Bégonias, cannas, dahlias et glaïeuls, par exemple, n'ont guère besoin de présentation. D'autant plus qu'ils sont l'objet d'un commerce considérable dans le monde et qu'on en compte un nombre incroyable de variétés. Prenez les dahlias. Depuis les deux derniers siècles, les horticulteurs ont créé pas moins de 48 000 hybrides. Aujourd'hui, plusieurs centaines de ces hybrides sont

vendues à grande échelle, sans compter les milliers qui circulent parmi les collectionneurs.

Mais ces grandes vedettes nous donnent une image tronquée de leur univers. Le monde des bulbes tendres reste méconnu chez nous. Pourtant, on en compte une bonne trentaine d'espèces en vente actuellement chez nos pépiniéristes. La plupart sont faciles à cultiver et plusieurs poussent très bien en pot.

Ces plantes sont habituellement peu exigeantes: sol riche, bien drainé, soleil. Certaines plantes préfèrent l'ombre alors que d'autres apprécient un endroit chaud, protégé du vent. Côté fertilisation, un engrais équilibré ou à faible teneur d'azote convient. Quelques apports suffisent pour assurer une longue vie aux racines. Rappelons qu'un engrais est composé habituellement de trois éléments, l'azote, le phosphore et le potassium. Une formule équilibrée, 20-20-20 par exemple, contient 20 % d'un composé d'azote, 20 % de phosphore et 20 % de potassium. Si le fertilisant contient trop d'azote, la

plante produira souvent trop de feuillage par rapport aux fleurs.

Les bulbes d'été tombent habituellement en dormance naturellement vers la fin de l'été ou au début de l'automne. Le feuillage commence alors à jaunir et à se faner, et cela en dépit de vos soins. Il s'agit d'un phénomène normal. On conseille d'attendre que le sol soit plutôt sec avant de déterrer le bulbe. Il faut alors le traiter avec délicatesse et le laisser sécher à l'air libre, dans un endroit sec mais frais. On enlève la terre résiduelle avant de l'entreposer dans de la mousse de tourbe ou de la vermiculite pour l'hiver, toujours dans un endroit frais et sec.

## Les vedettes

**Bégonias**: il en existe de nombreuses variétés, mais les bégonias tubéreux sont parmi les plus populaires. Souvent vendus en plants. Les bulbes sont souvent coûteux, mais ils donnent des plants grassouillets et des fleurs beaucoup plus grosses. De plus, ils peuvent se conserver durant plusieurs années. Plantez en pot pour la transplantation en pleine terre à la fin mai. Sol riche, retenant l'humidité mais bien drainé et aéré. Position mi-ombragée ou soleil du matin. Fertilisation fréquente, aux 15 jours pour une floraison optimale.

**Canna**: plusieurs variétés selon la taille. Peut atteindre deux mètres de hauteur. Doivent être plantés à l'intérieur à la fin de mars ou début avril. Transplantation à l'extérieur à la fin mai, dans un sol riche, bien drainé, en plein soleil. Fertilisation tous les mois. Le rhizome prend beaucoup d'ampleur au cours de l'été. Vous pourrez en donner aux amis.

**Dahlia**: nombreux styles, coloris et variétés. Certains sont nains, d'autres atteignent deux mètres de hauteur. Certaines fleurs ont 20 cm de diamètre. Sol riche, bien drainé, position ensoleillée. Planter en pleine terre vers la mi-mai avec poudre d'os. Arrosage limité. Fertilisation 10-52-10 diluée par deux à partir d'août, aux deux semaines. Tuteur souvent nécessaire.

**Glaïeul**: une foule de coloris. L'époque de floraison varie selon la variété, un aspect important lors de l'aménagement. C'est une culture qui exige une attention soutenue. Sol meuble, riche en compost, en position ensoleillée, à l'abri du vent. Planter à la mi-mai, à une profondeur de 7 à 15 cm. Il faut binner les rangs en surface régulièrement.

## Les méconnus

**Arums**: cultivés pour ses fruits rouges et ses feuilles très décoratives de 15 à 30 cm de longueur. Sol riche, bien drainé, humide en période de croissance, en position mi-ombragée. Fertilisation une fois par mois avec engrais équilibré.

**Colocase**: cultivé pour ses grandes feuilles (60 cm de longueur, 15 cm de largeur) qui donnent une touche tropicale au jardin. Le

plant atteint un deux mètres de haut. Sol lourd, riche, retenant l'humidité, en position chaude et ombragée. Vendu aussi comme plante aquatique, mais seules les racines doivent tremper dans l'eau. Connue sous le nom de taro.

**Crocsmie**: une beauté. Très facile à cultiver dans un sol riche, en position ensoleillée. Donne une grappe de fleurs qui fleurissent à tour de rôle durant plusieurs semaines. Plantez en pleine terre vers à mi-mai. Le cultivar «Lucifer» est parfois rustique.

**Eucomis**: inflorescence de 30 cm, en forme d'épis, surmontée d'un petit chapeau de feuilles qui lui donne une allure d'ananas. Facile à cultiver dans un sol riche en plein soleil. Fleurs blanchâtres ou verdâtres, ou aux teintes pourpres.

**Acidanthera**: classé parmi les glaïeuls (*gladiolus callianthus*). Fleurs blanches, au cœur noirâtre, magnifiques. Parfum très agréable. Planter à 10 cm de profondeur. Cultivez comme les glaïeuls.

**Oxalis**: plante d'intérieur à tubercule. Oxalis triangulis, au feuillage pourpre est très décoratif dans la plate-bande au cours de l'été. Plantez les petits tubercules en pleine terre ou transplantez les plants dans un sol riche, humide, bien drainé, en position mi-ombragée. Conservez à l'intérieur à partir de l'automne.

**Tigridia**: fleurs éphémères, aux coloris très spectaculaires. La hampe florale mesure de 20 à 40 cm de hauteur et la floraison s'étale sur deux ou trois semaines, en juillet. Trois à six fleurs par tige, s'ouvrant à tour de rôle. Sol fertile, sablonneux, position ensoleillée et chaude.

**Zantedeschia**: lis de calla. Plusieurs hybrides et coloris magnifiques. Environ trois semaines de floraison. Sol riche, retenant l'humidité, position ensoleillée ou mi-ombragée. Plus le bulbe est gros, plus il est florifère.

**Zéphyranthes**: fleurs tubulaires roses, en juillet ou août. Hauteur 10 à 15 cm. Sol riche, qui retient l'humidité, position ensoleillée et chaude. Pousse très bien en pot.

## Les difficiles

**Anémone de Caen**: magnifique. Il fait souvent trop chaud dans la grande région métropolitaine pour lui permettre de fleurir au cours de l'été. La floraison survient souvent vers septembre. Sol riche, bien, pourvu en compost qui retient l'humidité mais bien drainé. Résiste parfois à l'hiver avec protection.

**Renoncule**: une beauté très sensible à la chaleur qui provoque la dormance de la plante. Très difficile à faire pousser là où les étés sont chauds. Les cornes plantés à l'intérieur, au printemps, peuvent parfois fleurir, au début de mai, en pleine terre.

**Freesia**: réputée pour son parfum exceptionnel. Souvent difficile à faire

Oxalis

Graphisme: Jocelyne Potelle / Photos: Internationaal Bloembollen Centrum

Canna

Eucomis

Photo: Pierre McCann, La Presse ©

pousser

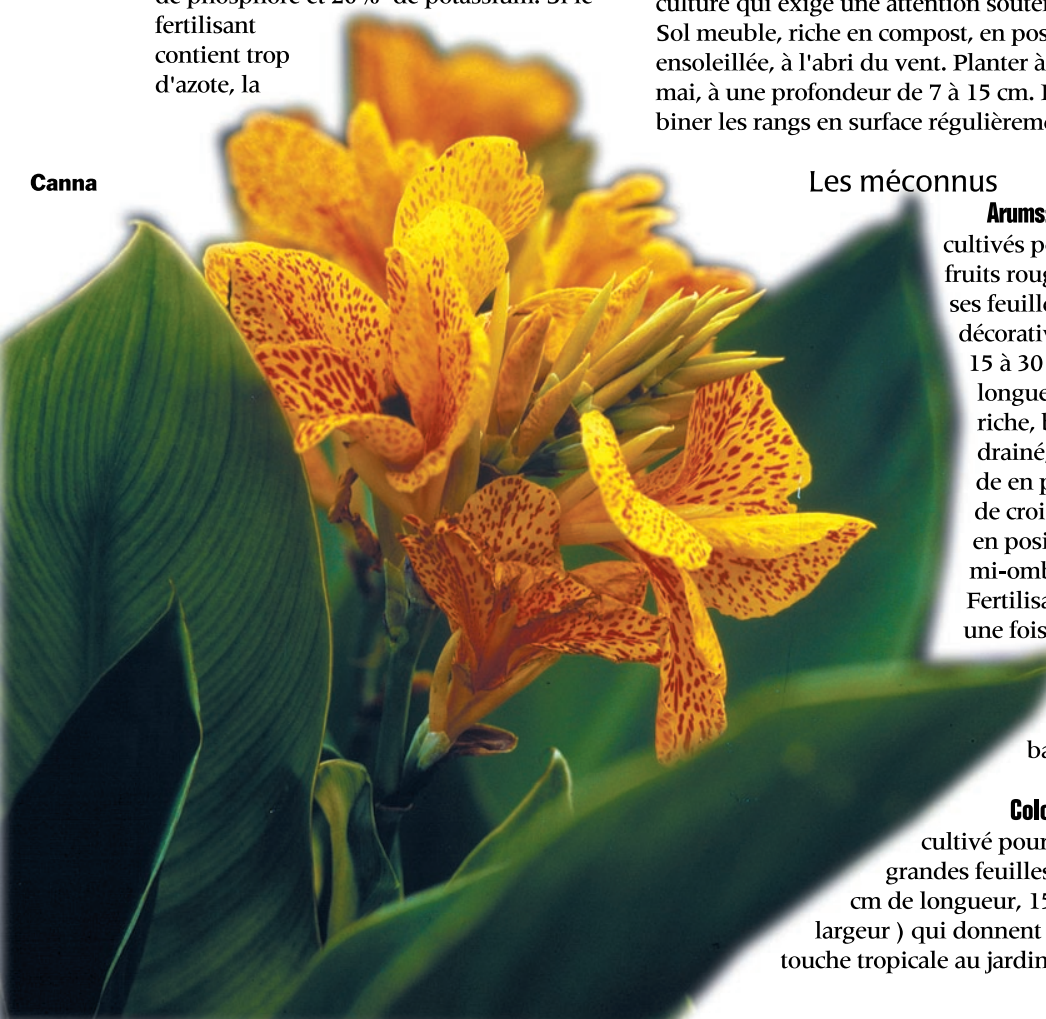
en raison des fortes chaleurs de l'été.

Floraison possible en fin d'été. Tuteur absolument nécessaire sinon les fleurs tombent sur le sol. Même si les bulbes de freesia sont souvent vendus au cours de l'automne, cette plante n'est pas rustique sous notre climat.

Pour en savoir plus:

- **Des bulbes en toutes saisons**, Éditions de l'Homme, 287 pages
- **Les Plus Belles Fleurs et plantes à bulbes**, Éditions Chanteclerc, 84 pages
- **Bulbes**, Éditions Könemann, 112 pages.

Zéphyranthus



Actualités

# L'indépendance de la magistrature, un idéal bien théorique en Croatie



Marie-Claude Malboeuf

Quand on a l'habitude de piocher d'obscurs textes juridiques, on ne se laisse pas intimider par les subtilités de la langue croate.

Bonne élève, la juge Michèle Rivet vous exhibe même fièrement sa carte d'affaires : *predsjednik, projekt Republika Hrvatska* (présidente, Projet République de Croatie).

C'est sa carte de la section canadienne de la Commission internationale de juristes, le bout de carton qu'elle tendra dès aujourd'hui à ses confrères slaves, à qui elle s'est mise en tête de vanter l'indépendance. Pas l'indépendance de leur nouveau pays, bien sûr, mais plutôt la leur. Ou plus précisément, l'indépendance de la magistrature, un idéal bien théorique dans un ancien régime communiste qui se remet péniblement d'un conflit sanglant.

« Ils sont comme on était en 1940, évalue la magistrate, qui préside le Tribunal des droits de la personne. Il faut même remonter au début du siècle pour retrouver ici des destitutions comme on en voit là-bas. »

En clair, on rapporte que les 2000 juges croates (45 % de femmes) peuvent à tout moment se faire monter la porte. Au lendemain de la guerre, plusieurs magistrats d'origine serbe auraient ainsi quitté contre leur gré les salles d'audience. Remplacés — comme par hasard — par de jeunes sympathisants du parti au pouvoir, zélés, mais sans expérience.

« Les juges croates sont très édu-

qués. Mais ce sont aussi des personnes qui ont traversé des situations terribles en matière de démocratie. Même s'ils connaissent les grands principes d'indépendance, je ne suis donc pas certaine qu'ils aient eu l'occasion de les mettre en pratique », commente Mme Rivet, qui se dit « très frappée par la très grande marge entre les lois, qui semblent très bien, et le quotidien des juges, qui perdent leur poste ».

Juste à côté, par exemple, en République fédérale de Yougoslavie (où la juge et son équipe prévoyaient aller avant les bombardements de l'OTAN), les juristes ont créé une belle association pour protéger leurs magistrats. Mais le gouvernement n'a qu'à faire des « réformes » pour abolir des tribunaux et se débarrasser des indésirables à sa guise.

Pour Mme Rivet, les choses sont plus encourageantes en République de Croatie. « C'est une nouvelle équipe qui s'ouvre à la démocratie. On a espoir que les réformes puissent s'y faire plus rapidement. »

« Mais on n'ira pas dire au gouvernement : changer votre loi, donner plus d'argent aux juges », se résigne la blonde magistrate, à qui l'Agence canadienne de développement international (qui finance le projet) a bien fait comprendre que ses confrères étrangers n'ont sûrement pas envie de se faire sermoner.

Résultat : une trentaine de juges canadiens « discuteront » plutôt de l'indépendance avec la vingtaine de Croates attendus en mai et en novembre dans leurs salles de cour. L'an prochain, ce sera au tour de ces singuliers élèves d'influer eux-mêmes sur leurs compatriotes.

« On veut des leaders d'opinion pour leur faire prendre conscience des réformes à faire, pour qu'ensuite, elles se mettent en place, dit Mme Rivet. On veut leur montrer concrètement qu'on ne va pas dîner avec les avocats, qu'on ne reçoit pas d'ordre du juge en chef. »

Bref, le projet en cours n'a rien à voir avec celui qui a déjà conduit



PHOTO PIERRE CÔTÉ, La Presse ©

La juge Michèle Rivet s'envolera demain pour la République de Croatie, où elle espère convaincre ses confrères de se distancier de leur gouvernement.

plusieurs Québécois au Rwanda, où le professeur de l'UQAM William Schabas a aidé le gouvernement à établir des tribunaux après le génocide de 1994.

« On espère créer des amitiés juridiques, des relations qui pourront durer après le projet, dit Mme Ri-

vet. Comme ça si tu as un problème d'éthique, tu e-mail l'autre juge... »

Mondialisation des tribunaux ? En tout cas, les frontières ne semblent pas intimider les juges canadiens, nombreux à vouloir donner ainsi de leur temps.

« Les juges ont le goût de s'engager. Mais comme ils doivent rester

## Le projet

■ Le 2 avril, la juge Rivet et son équipe partent préparer le terrain auprès des hautes autorités croates. En mai et en novembre, une vingtaine de juges slaves traverseront l'océan à leur tour pour observer comment fonctionnent différents tribunaux du Québec. L'an prochain, des juges canadiens les rejoindront chez eux, pour les aider à former leurs confrères. Le projet pourrait ensuite être étendu à la Macédoine et à la Slovaquie, deux autres républiques de l'ex-Yougoslavie.

### L'indépendance judiciaire

■ La Cour suprême du Canada a noirci des pages et des pages sur le sujet. Qu'est-ce que les juges doivent en retenir au juste ? En bref, qu'il leur faut rester libres de toute influence extérieure dans leurs décisions. Le système doit être ainsi fait que, ni les avocats, ni le gouvernement, ni les riches hommes d'affaires ne puissent les influencer. Les juges doivent pour leur part rester impartiaux : ne pas avoir de préjugés ni d'intérêt personnel en jeu. Sinon, ils refusent la cause.

### La Commission de juristes

■ Elle se consacre à la promotion des droits de l'homme et à la primauté de l'État de droit depuis 1958. Ce sont essentiellement des juges qui composent sa section canadienne. C'est leur première expérience internationale.

neutres, ils ne peuvent pas faire de conférence, ils ne peuvent pas aller faire une pétition pour sortir quelqu'un de prison, remarque Mme Rivet. Par contre, l'indépendance, c'est quelque chose dont ils peuvent parler. On a fait un bon bout de chemin au Canada : beaucoup a été écrit et dit sur le sujet depuis 20 ans. »

## Les Inuits du Nunavik progressent lentement vers leur autonomie

Agence France-Presse  
KUUJJUAQ

Les 9000 Inuits du Nunavik, le Québec arctique, progressent lentement vers une autonomie élargie qui est devenue inéluctable et leur donnera un gouvernement dans le cadre d'une province, une première au Canada.

La réunion annuelle cette semaine à Kuujuaq (1800 km au nord de Montréal) de la société Makivik, qui gère les intérêts de cette population du Grand Nord, a permis de confirmer l'existence d'une volonté d'un gouvernement des Inuits par les Inuits, aussi bien du côté des autorités fédérales et provinciales que chez les autochtones eux-mêmes.

Ces derniers l'ont prouvé quand ils ont réélu vendredi pour trois ans à une écrasante majorité le président sortant de Makivik, Pita Aatami, qui s'était montré ouvert à certaines concessions pour atteindre cet objectif.

« On a beaucoup parlé du Nunavut quand il s'est séparé des Territoires du Nord-Ouest, il y a tout juste un an. Pourquoi personne ne nous connaît-il alors que nous leur avons servi de modèle ? » remarquait un responsable au cours de la réunion.

Certes le Nunavik, sur 600 000 km<sup>2</sup>, compte seulement quelques 9000 Inuits et un millier de non-autochtones, alors que le Nunavut, qui jouit d'un statut d'autonomie au niveau fédéral, est trois fois plus étendu et 2,5 fois plus peuplé.

Mais les institutions mises en place au Nunavik à la suite de l'accord de la baie James — fournissant des compensations à l'utilisation des richesses hydro-électriques — ont davantage changé le monde des Inuits du Québec que la séparation n'a changé celui des Inuits du Nunavut.

Cela n'empêche pas les Inuits du Nunavik de vouloir aujourd'hui plus qu'une administration locale.



PHOTO ALAIN ROBERGE, La Presse ©

## Douces folies printanières

Des centaines de personnes, plusieurs arborant le traditionnel nez rouge des entartistes, ont défilé hier dans les rues de Montréal à l'occasion de l'ouverture du Symfolium 2000, genre de symposium du rire et de la douce folie qui a lieu jusqu'au 9 avril. Déguisés et maquillés, les participants se sont rassemblés face à la statue de Félix Leclerc au parc La Fontaine avant de marcher jusqu'à la maison de la culture du Plateau Mont-Royal.

## Toronto présentera son projet de loi sur la responsabilité parentale

Presse Canadienne  
TORONTO

Les parents seront tenus financièrement responsables des crimes commis par leurs enfants en vertu du projet de loi sur la responsabilité parentale qui sera déposé par le gouvernement de l'Ontario à l'assemblée législative cette semaine.

Les conservateurs de Mike Harris espèrent présenter le projet de loi sur la responsabilité parentale ce mardi, lors de la deuxième journée de la session printanière à Queen's Park, selon ce que des sources gou-

vernementales ont affirmé à la Presse Canadienne. Cette loi, si elle est adoptée comme telle, imposera une responsabilité civile pouvant aller jusqu'à 6000 \$ aux parents qui n'ont pas supervisé leur enfant de façon appropriée ou qui n'ont pas tenté de dissuader leur enfant de commettre des actes répréhensibles.

En 1998, une étude interne du gouvernement ontarien mettait en garde contre l'adoption d'une telle loi, qui peut être contestée pour violation de la Charte des droits et libertés, parce qu'elle tient responsable un individu pour des crimes commis par un autre.

## Microsoft : échec de la médiation

Associated Press  
CHICAGO

La tentative de médiation entre Microsoft et le gouvernement américain a échoué. Le juge fédéral Richard Posner, qui supervisait les négociations entre les deux parties, a annoncé samedi qu'il renonçait à trouver un arrangement à l'amiable entre Washington et le géant informatique, accusé d'abus de position dominante.

Le juge Thomas Penfield Jackson, qui avait accordé mardi dernier un délai aux deux parties pour trouver un accord en dehors du tribunal, devrait donc rendre son verdict la semaine prochaine dans le procès anti-trust intenté par le gouvernement américain à Microsoft.

« Après plus de quatre mois, il est manifeste que les désaccords entre les deux parties concernant la suite probable, l'issue et les conséquences du litige, ainsi que les implications et les ramifications des termes possibles d'un accord sont trop profonds pour être effacés », a constaté le juge Posner dans un communiqué.

Le président de Microsoft Bill Gates s'est dit « déçu » par cet échec, selon les termes du porte-parole de la compagnie Greg Shaw. « Gates a dit qu'ils avaient consacré plus de 3.000 heures » aux efforts de médiations entrepris depuis quatre mois et que « Microsoft avait offert des concessions importantes », a rapporté Greg Shaw.

A Washington, le conseiller du ministre de la Justice chargé du département anti-trust, Joel I. Klein, a remercié le juge Posner pour son travail.

« Nous aurions préféré un accord effectif, a déclaré Joel I. Klein dans un communiqué, mais un accord pour un accord aurait été inutile ».

Si le juge Jackson condamne la compagnie, le ministère de la Justice « recherchera la meilleure solution pour empêcher Microsoft d'user de son monopole dans l'avenir », a-t-il également annoncé.

Un accord avait paru possible jusqu'à ce que les avocats du gouvernement ne dénoncent un revirement de Bill Gates, accusé d'avoir changé des détails de la proposition qu'il avait faite. L'accord était tombé à l'eau et le gouvernement avait porté plainte.

# Une pétition électronique

En plus de promouvoir un boycott de trois jours des stations-services les 7, 8 et 9 avril prochains, le site Internet *L'Essence, c'est essentiel* fait présentement circuler une pétition en faveur d'une baisse des prix de l'essence qui sera déposée au gouvernement canadien à la fin avril. « Nous avons recueilli 43 000 signatures jusqu'à ce jour, dont 13 000 nous sont parvenues par courrier électronique. Ce sera la première pétition électronique au monde à être présentée sur cédé-

rom », soutient le concepteur du site, René Goyette. Ce dernier précise qu'en plus de réclamer une baisse des prix de l'essence, la pétition demande la création d'un organisme de contrôle des prix et un investissement dans la recherche pour une énergie propre et abordable. Le site en appelle au boycott des stations-services la semaine prochaine comme cela s'était fait le 30 avril 1999 en Californie. On peut consulter son site à l'adresse <http://www.abacom.com/essence>.

## MOT MYSTÈRE

FRUITS

Un mot de 4 lettres

E H C S T E U Q C N O R T I C  
O A C A C E R U O B M A R O L  
E P R A C I P E E D N A M A A  
P O E A R U C U U A E P C E I  
P M L N L O E E N T O E E R R  
A E A E R T U A O T I L R M E  
R L T C S E S G E E T U I T T  
G O E U I N E E E N O R S V T  
O E B E R D I C R R A E E A E  
Y R H N A R E E B B Z V N V E  
A E A C P E F L E L R G E E B  
V F S F E E P L U P E A E L R  
E U E S L S L U E L S T E I O  
M V I N O E X L O U O T T N S  
E T A P E C H E C C R E L E P

- |         |           |           |          |
|---------|-----------|-----------|----------|
| ACIDE   | CIDRE     | GRAPPE    | QUETSCHÉ |
| AMANDE  | CITRON    | MACRE     | QUEUE    |
| AMER    | CLAIRETTE | MIRABELLE | RAFLE    |
| ANANAS  | COMPOTE   | MUSCADE   | RAMBOUR  |
| ARBRE   | COSSE     | NAFE      | RAPE     |
| ARBUSTE | COTE      | NAVEL     | SECHE    |
| AVELINE | CUPULE    | OLIVE     | SORBE    |
| BLET    | DATTE     | PATE      | SUC      |
| BLETTE  | ECALER    | PEAU      | TALE     |
| BROU    | ECORCE    | PECHE     | TANGELO  |
| CACAO   | EPICARPE  | PELER     | TENDRE   |
| CAROUGE | FEVE      | PELURE    | VERT     |
| CELLULE | FLEUR     | POMELO    | VIN      |
| CERISE  | GOYAVE    | PULPE     | ZESTE    |

Solution du dernier problème: MICRON

2 avril 2000

10214

## MOTS CROISÉS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												

2 avril 2000

Q5698

### HORIZONTELEMENT

- Moqueurs et méchants.
- Droit qu'une personne a d'exiger quelque chose de quelqu'un - Fusionne.
- Un être cher - Vive protestation collective - Dans la gamme.
- Croître en hauteur - Il conduit des baudets.
- Utiles en bijouterie.
- Symbole - Romains - Se dit d'un navire n'ayant ni chargement ni cargaison.
- Enregistrée sur bande vidéo - Entre Anouar et Sadate - Clavicule.
- Dieu solaire de l'Egypte antique - Activité commerciale.
- Coule en Bulgarie - Personnel - Petite pomme.
- Africain - Campagne, en Afrique du Nord.
- Maladie héréditaire - Organe de l'ouïe.
- Arrivent sans prévenir - Division du compas.

### VERTICALEMENT

- Langoustines.
- Armes - Commence en janvier.
- Abeille féconde - Petit véhicule automobile.
- Démonstratif - Transporter.

- Précédente.
- Nombre de points à un test - D'être - Possessif.
- Semblable - Bruit de tambour - Arrose Romains.
- Petit poème du Moyen Age - Plus à l'est qu'au nord - Suit le docteur.
- Rouleau de viande hachée, lié à l'oeuf - Préfixe signifiant deux.
- Qui ne peut être divisé - Ville du Japon - Pièce.
- République d'Irlande - Chants populaires d'inspiration religieuse.
- Hirondelles de mer - Opinion.

### SOLUTION AU PROCHAIN NUMÉRO

1	C	H	A	M	P	O	L	L	I	O	N
2	A	U	B	U	R	N	I	L	O	U	
3	M	A	S	E	C	O	S	S	A	I	S
4	P	R	O	B	L	E	M	E	I	S	E
5	A	D	U	L	E	I	R	I	S	E	
6	G	D	E	V	I	S	E	S	T	A	
7	N	O	R	D	E	T	S	O	T	T	E
8	O	L	E	M	E	R	L	I	E	R	
9	L	I	D	E	M	E	L	E	R	E	
10	V	A	I	N	V	E	R	O	L	E	
11	P	E	I	N	T	R	E	S	I	O	
12	A	T	R	E	S	I	E	P	R	I	X

SOLUTION DU DERNIER NUMÉRO

[www.hannequart.com](http://www.hannequart.com)

# Le père de Julie Surprenant justifie l'embauche d'un détective privé

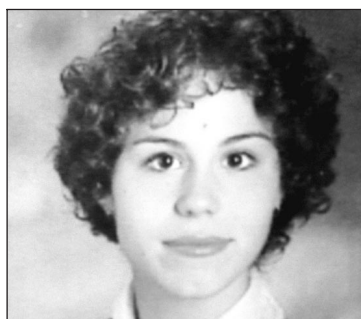
ANDRÉ DUCHESNE

Le père de Julie Surprenant croit que l'embauche d'un détective privé pour retrouver sa fille disparue depuis le 16 novembre pourrait délier les langues de témoins ou de personnes détenant de nouveaux renseignements relatifs à cette mystérieuse histoire.

« Les gens ont peur de parler à la police. Ils veulent me parler à moi, mais pas à la police », a mentionné Michel Surprenant hier après-midi au cours d'une conversation téléphonique.

Indiquant que « des choses se développent », M. Surprenant a précisé que ce détective compilait actuellement toutes les informations obtenues depuis le début de son enquête et qu'un bilan serait fait demain.

La semaine dernière, on apprenait que Michel Surprenant avait embauché un détective privé parce qu'il était insatisfait du travail des enquêteurs de la Sûreté du Québec. Ce dernier se faisait plus nuancé hier, affirmant que la SQ poursuit son travail.



Julie Surprenant

Il soutient par contre que cela « faisait un bout de temps » qu'il se préparait à faire appel à un enquêteur privé.

Julie Surprenant est cette adolescente de 17 ans disparue à sa descente d'autobus dans l'île Saint-Jean, à Terrebonne. Le portrait-robot d'un suspect aperçu dans l'abri d'autobus au même moment a été largement diffusé, mais en vain.

### De l'espoir

Michel Surprenant garde espoir de retrouver sa fille. « Il y a deux hypothèses et je prends la meilleure des deux », dit-il, estimant n'avoir rien à perdre à consulter un détective privé. « Si on n'essaie pas, on ne saura pas ce que ça donne. »

À certaines occasions toutefois, les journées sont très difficiles, comme vendredi, date d'anniversaire de l'adolescente. « Ça devrait être des événements heureux, mais ça vire à rien. »

Refusant de dévoiler le nom du détective afin de ne pas nuire à son enquête, M. Surprenant a indiqué qu'il s'agissait de « quelqu'un d'expérience ». Il n'a pas non plus voulu aborder la question de ses émoluments.

Toute personne détenant des renseignements pouvant aider à faire progresser l'une ou l'autre des enquêtes peut communiquer à la ligne sans frais 1-877-JULIE30 ou auprès de la Sûreté du Québec.

## LE BRIDGE

André Trudelle

## Questions à résoudre

La main qui suit a été jouée dans le tournoi Reisinger (board-a-match) épreuve principale des championnats nord-américains d'automne. La plupart des paires Nord-Sud ont demandé la manche à K. La manche à SA est réalisable, mais comment l'atteindre ? Certains déclarants ont chuté, en Sud, à 5 K, sur l'entame Co. 1- Quel aurait été votre contrat final ? 2- Comment jouez-vous la manche à K après l'entame du 6 de Co ?

Donneur: Ouest  
Vulnérabilité: tous

NORD		EST	
♠ A 10 9 7	♠ V 8 3 2	♠ R D 4	♠ R D V 9 5 2
♥ A 10 4	♥ 5 4	♥ 6 3	♥ 7 2
♦ V 8 6 3	♦ D	♦ 7 2	♦ V 10 8 6 4 3
♣ 5 2		♣ 6 5	♣ 8 7
		♣ A R D 10 9	♣ A R 9 7

Les enchères:

QUEST	NORD	EST	SUD
passé	3 Co	2 Co	3 K
passé	4 K	passé	4 Tr
passé	passé	passé	5 K

Entame: 6 de Co

Intographie La Presse

Ceux qui ont chuté à 5 K ont gagné l'entame de l'As de Co, petit K vers l'As, As de Tr. La Dame tombe en Est. Singleton ? Le déclarant peut faire un autre tour d'atout, mais comment revenir dans sa main pour couper un dernier Tr par la suite ? Il y a trois perdantes.

Pour réussir le contrat, Sud doit laisser la main à Est sur l'entame Co. Retour Co. L'As gagne. Deux fois atout, As et Roi de Tr, Tr coupé. Petit Co coupé et petit Tr coupé.

De cette façon, le déclarant ne concède qu'un Co et un Pi et réalise le contrat demandé.

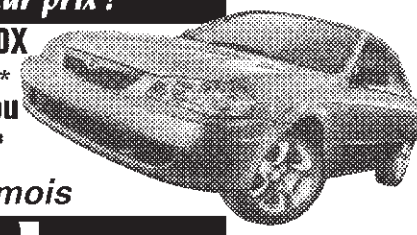
## Delisle Mazda

Votre meilleur choix !  
Au meilleur prix !

2000 Protégé DX

14 995 \$\*\* ou

189 \$\*/mois

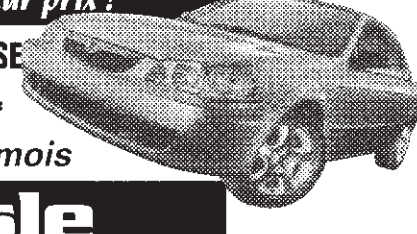


## Delisle Mazda

Votre meilleur choix !  
Au meilleur prix !

2000 Protégé SE

199 \$\*/mois



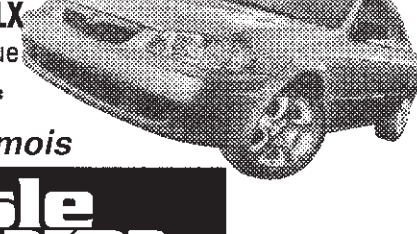
## Delisle Mazda

Votre meilleur choix !  
Au meilleur prix !

2000 Protégé LX

Groupe électrique

229 \$\*/mois



## Delisle Mazda

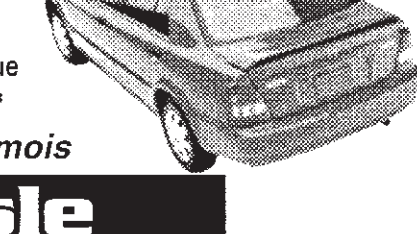
Votre meilleur choix !  
Au meilleur prix !

2000 Protégé

Touring

Groupe électrique

259 \$\*/mois



## Delisle Mazda

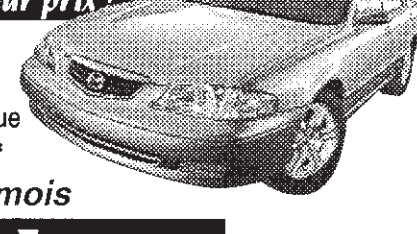
Votre meilleur choix !  
Au meilleur prix !

2000 626 LX

4 cylindres

Boîte automatique

309 \$\*/mois



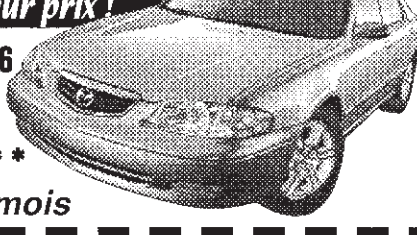
## Delisle Mazda

Votre meilleur choix !  
Au meilleur prix !

626 LX 2000 V6

Boîte automatique

339 \$\*\*/mois



**PAYONS PLUS \$\$\$**  
**POUR VOTRE ÉCHANGE**  
**TOUTES MARQUES ACCEPTÉES**

## Delisle Mazda

Votre meilleur choix !  
Au meilleur prix !

2000 B3000 V6

219 \$\*/mois



## Delisle Mazda

Votre meilleur choix !  
Au meilleur prix !

MPV 2000

299 \$\*\*/mois



**FINANCEMENT SUR ACHAT** **2,9%**  
**Jusqu'à 48 mois**

**0\$ comptant disponible**  
**750\$**

PROGRAMME pour DIPLOMÉS COLLÈGE ET UNIVERSITÉ

Coup de foudre! Coup de fougue!

## Delisle Mazda

Votre meilleur choix !  
Au meilleur prix !

2815, rue Sherbrooke Est

(entre Pie-IX et Papineau)

(514) 523-1122

## Monde

## Paris: comment se défaire de Tiberi?



Louis-Bernard Robitaille

collaboration spéciale  
PARIS

La droite française, et les chiraquiens en particulier, ont ces jours-ci un cauchemar : perdre la mairie de Paris aux élections municipales de juin 2001. Non seulement parce que la capitale « intra-muros », constitue une formidable place forte avec ses 2,2 millions d'habitants, ses 36 000 employés, son budget supérieur à 6 milliards de dollars, et l'un des postes les plus prestigieux en France. Aussi et surtout parce que ce serait pour la droite une défaite absurde et désastreuse : sociologiquement, l'électorat de la capitale est tellement marqué à droite que la gauche n'a jamais vraiment envisagé de gagner, pas plus que le Parti québécois, disons, à Westmount.

À Paris, le déséquilibre a toujours été caricatural. Lorsque le balancier électoral penchait à gauche, le Parti socialiste pouvait espérer dans le meilleur des cas frôler les dix sièges de députés (sur 31). Lors que le vent soufflait à droite, on a déjà vu 31 députés de droite sur 31.

Sur le plan municipal, l'emprise de Jacques Chirac fut tellement forte de 1977 à

1995 que la droite remporta deux fois de suite, en 1983 puis 1989, les 20 arrondissements de Paris, y compris ceux des quartiers est, les plus populaires.

Et voici que, depuis environ un an, l'hypothèse d'une victoire de la gauche prend de la vraisemblance. Avec des signes qui ne trompent pas : alors que jusque-là le PS avait laissé à d'obscurs leaders locaux de soin de mener la bataille perdue, de « grosses pointures » socialistes ont commencé à s'intéresser à cette affaire.

Jusqu'à l'automne dernier, les socialistes avaient un candidat de poids idéal pour emporter ce morceau de roi : le numéro deux du gouvernement et ministre de l'Économie, Dominique Strauss-Kahn, champion des médias et des sondages de popularité, dont l'image « libérale » était de nature à séduire les centristes indécis... et les déçus du système chiraquien.

Le problème, c'est que DSK est tombé de son piédestal en octobre dernier sur des affaires — pas encore éclaircies — de trafic d'influence et de pots-de-vin.

Le gâteau parisien restait cependant assez tentant pour qu'une autre vedette, l'ancien ministre de la Culture Jack Lang, tenu à l'écart du gouvernement par Jospin, déclare sa candidature contre celle de son « ami » Bertrand Delanoë, chef de file local, mais bien peu charismatique.

Petit coup de théâtre il y a six jours : lundi dans la matinée, alors que Jack Lang continuait à défendre sa candidature à la mairie dans une interview à la radio, on apprenait qu'il était déjà nommé ministre de l'Éducation et que par conséquent, il abandonnait la course. Une pirouette bizarre qui n'a pas plu à tout le monde. Et du coup le terne Delanoë se retrouvait candidat officiel de la gauche. Et là, nouvelle surprise : les plus récents sondages — à prendre avec circonspection — le donnaient gagnant la mairie ou en tout cas en mesure de vraiment inquiéter la droite.

Ce tremblement de terre annoncé — et jusqu'à preuve du contraire incroyable — a un responsable principal, pour ne pas dire unique : le maire de Paris en personne, Jean Tiberi, dont la dégringolade politique a commencé pratiquement le jour même où il a pris la succession de son chef Jacques Chirac, lui-même élu président de la République en mai 1995.

Fidèle exécutant, rouage obscur mais essentiel du « système chiraquien » à Paris (entre autres le parc immobilier de la mairie), Tiberi avait une si médiocre réputation — ou une telle absence de réputation — qu'avant même de se faire connaître vraiment de l'électorat ou de prendre la moindre décision, il perdait sept arrondissements aux mains de la gauche sur les 20 que lui avait légués Chirac.

À ce moment-là, personne ne parlait encore ni des appartements de la mairie occupés par la famille Tiberi, ni des milliers d'électeurs-fantômes inscrits dans « son » arrondissement de député dans le Quartier latin, ni d'un emploi fictif tenu par sa femme Xavière. L'inanité du petit politicien local avait suffi à provoquer la dégringolade.

Comment le tout-puissant Chirac avait-il pu léguer Paris à Jean Tiberi ? Sans doute pour une raison simple et majeure : la priorité, c'était justement d'empêcher le nouveau maire de fouiner dans les recoins et les secrets du « système Chirac » qui avait régenté Paris pendant si longtemps. Et Jean Tiberi, aussi terne fût-il, était cet inconditionnel qui se serait fait tuer plutôt que de trahir Chirac.

Par ailleurs, la droite était tellement forte que même un Tiberi ne pouvait provoquer sa défaite.

Jacques Chirac se trompait. Tiberi était capable à lui seul de provoquer un retournement complet de l'opinion. À tel point que, selon les sondages les plus récents, une liste unique de la droite menée par le maire sortant recueillerait environ 25 % des voix, contre plus de 60 % à la gauche.

Tiberi passait aux yeux de Chirac pour celui qui ne parlerait jamais, même sous la torture, et ne livrerait jamais les innombrables secrets dont il est dépositaire. Or justement, le « petit homme », ridiculisé devant l'opinion, lâché par la totalité de la droite et ses propres adjoints, manifeste l'intention de se battre jusqu'au bout, de se présenter quoi qu'il arrive. Et, plus grave, menace à mots couverts de « tout déballer » sur les années Chirac si le parti chiraquien lui refuse son investiture.

Un bras de fer terrible est engagé depuis des mois pour amener Tiberi à se retirer de lui-même, sous la pression de toute la droite, et de candidats de poids qui se profilent au RPR, à commencer par l'ancien président du RPR Philippe Séguin, qui s'est jeté dans la bataille cette semaine.

Aujourd'hui, la question n'est plus de savoir si Jean Tiberi peut encore espérer, par la menace, une investiture dans son propre camp, ou si la droite peut envisager, fût-ce une seconde, de lui laisser le champ libre pour éviter l'affrontement. Jean Tiberi est bel et bien un homme fini. Mais acceptera-t-il en extremis de s'effacer, ou au contraire n'est-il pas décidé à aller jusqu'au bout de sa vengeance, à faire battre la droite... et à sortir des dossiers noirs sur la période chiraquienne, avant de couler lui-même ? L'ambiance est à la série noire.

## Un passe-temps bourgeois revient à tire-d'aile dans le ciel de Pékin

SYLVIANE TRAMIER  
collaboration spéciale, PÉKIN

Ils reviennent de loin, les pigeons de Pékin. Si bon nombre de villes du monde traitent le volatyle avec méfiance, mais tolèrent sa présence, ici, avec ses congénères les moineaux, il a bien failli disparaître, condamné comme animal nuisible par les zélotes de la Révolution culturelle.

Et, circonstances aggravantes, le pigeon était autrefois élevé pour la beauté de son plumage et son instinct de navigateur par de riches aristocrates oisifs. Bref, un passe-temps « féodal, capitaliste et révisionniste » que la Chine communiste comptait bien éradiquer.

Mais voilà : le pigeon est de retour dans le ciel de Pékin, ou à l'abri dans de petites cabanes de carton accrochées aux balcons. Mais pas n'importe quel pigeon de basse-cour. Seulement le voyageur, la bête à concours que l'on choisit en examinant la forme de son oeil, en tâtant les muscles de ses ailes, et que l'on entraîne comme un athlète.

## Du taxi aux pigeons

Jin Hong n'est ni bourgeois, ni riche, ni oisif. Il est chauffeur de taxi, passe plus de dix heures par jour au volant de sa voiture et il a une passion, les pigeons voyageurs. Son pigeonnier, il l'a construit dans la cour commune de son immeuble, adossé à sa minuscule cuisine et presque aussi grand qu'elle.

Il avait même fait une extension pour abriter plus confortablement ses 50 pigeons, mais la municipalité lui a ordonné de la démolir l'automne dernier, au moment où Pékin se faisait une beauté pour célébrer le cinquantième anniversaire de la Chine populaire.

Deux fois par jour, il lâche ses

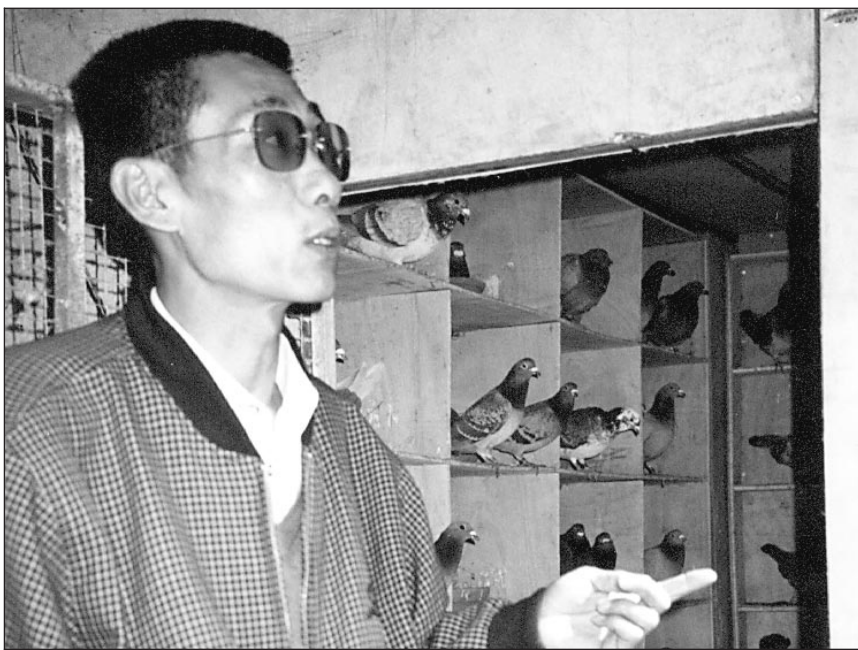


PHOTO SYLVIANE TRAMIER, collaboration spéciale

## Le chauffeur de taxi pékinois Jin Hong, parmi ses pigeons voyageurs.

pigeons qui s'en vont décrire des cercles capricieux au-dessus de l'immeuble, ou plus loin, s'ils sont en forme. Il en a même un, plus malin que les autres, qui sait ouvrir la trappe tout seul et qui va se promener quand ça lui chante.

« Ce n'est pas facile d'élever des pigeons voyageurs en ville. On n'a pas d'espace, pas de jardin. C'est plus difficile d'en faire des champions », explique Jin Hong. Pourtant, il a réussi à se classer 45<sup>e</sup> sur plus de 1000 participants au concours de distance moyenne en 1994, et c'est pour lui une grande fierté.

## Des sprinters...

Il en va des pigeons voyageurs comme des coureurs : il y a les sprinters, les coureurs de demi-fond et les marathoniens. Le record

de Chine pour une longue distance est de 2300 km. Jin Hong fait dans le demi-fond : de 700 à 1500 km.

Parfois, le week-end, il emmène ses protégés en auto à 5 ou 10 km de Pékin. Il les lâche et il retourne chez lui. Les pigeons reviennent au bercail plus vite que lui.

Mais bien sûr, ça n'est pas un entraînement suffisant. Alors, deux ou trois fois par semaine, il les confie à l'Association d'éleveurs de pigeons voyageurs de Pékin — dont il est membre — qui les emmène plus loin, du côté de Tianjin, à une centaine de kilomètres. Jin Hong montre son planning : devant chaque jour est coché le kilométrage parcouru par ses pigeons.

« En Europe, ils sont champions pour les courtes distances, explique Jin Hong. En Chine, on est les plus forts pour les longues distances.

Parce que dans cette spécialité, les pigeons sont moins chers et que les Chinois ne sont pas assez riches pour se payer les champions sur courte distance. Et puis aussi, le pays est grand, on peut entraîner nos pigeons aux courses d'endurance. Au Canada, vous devez avoir de fameux champions dans cette catégorie, non ? »

## Après la révolution

L'élevage de pigeons voyageurs est un art ancien en Chine. Il remonterait à la dynastie Ming qui a régné sur la Chine de 1368 à 1644, lorsque l'armée les utilisait comme messagers. Par la suite, les aristocrates en ont fait un de leur passe-temps favoris, s'amusant à donner des spectacles d'acrobatie aérienne et musicale : en volant, les pigeons faisaient résonner des sifflets de bambou accrochés à leurs pattes. Dans les années 30, les premières courses de pigeons voyageurs ont été organisées.

À la Révolution culturelle, dès 1966, les concours de pigeons voyageurs étaient interdits et les pigeons mis hors la loi. « La plupart des meilleures races de pigeons ont disparu de Chine », déplore l'historien Wang Shixiang, qui va publier dans les prochains mois un essai sur l'élevage des pigeons illustré de peintures anciennes. « C'est vraiment dommage que cette culture du pigeon ne soit pas mieux connue et que les enfants à Pékin aient perdu cette familiarité avec l'art ancien de l'élevage du pigeon. »

Wang Shixiang peut se rassurer. Le pigeon revient en force. Car après l'avoir banni, on s'est rendu compte que c'était une grave erreur.

Car comment faire une cérémonie digne de ce non sans un lâcher de pigeons ? Comment inaugurer un événement sportif, comment célébrer un anniversaire public sans

eux ? En 1979, aux championnats nationaux d'athlétisme à Pékin, il n'y avait pas un seul pigeon à envoyer en l'air au son de l'hymne national. Un désastre !

Aussi, en 1982, créait-on l'Association pékinoise des éleveurs de pigeons voyageurs, avec entre autres mandats de pouvoir fournir un quota respectable de volatiles pour les cérémonies officielles.

C'est à ce moment-là que Jin Hong s'est mis à élever des pigeons. Ça n'est pas ce soit très rentable : le tarif gouvernemental pour « engager » un pigeon de cérémonie est de deux yuan par tête (30 cents). Mais l'avantage avec le pigeon voyageur, c'est qu'après s'être élevé dans le ciel sous les applaudissements de la foule, il rentre chez lui, dans sa cage, auprès de son propriétaire.

Les compétitions, par contre peuvent rapporter gros. Surtout dans la catégorie des « sprinters » de 300 à 500 km), où un champion peut décrocher jusqu'à 100 000 yuan (20 000 \$). Les distances moyennes, sont moins bien dotées : 20 000 yuan pour le premier prix.

On comprend que le pigeon ait retrouvé droit de cité. Dans le seul district de Doncheng, celui où habite Jin Hong, l'Association des éleveurs de pigeons compte 17 000 membres et 100 000 membres dans toute la ville de Pékin. Il y a en Chine 3 millions d'éleveurs — sur un total de 7 millions dans le monde — selon la Fédération internationale des éleveurs de pigeons voyageurs.

Jin Hong ne fait pas d'argent avec ses pigeons et ce n'est pas ce qui l'intéresse vraiment. Ce qui l'attire lui, c'est le mystère : « On ne sait pas pourquoi, ni comment un pigeon retrouve son chemin. Certains disent qu'il se guide grâce aux champs magnétiques. En fait on n'en sait rien. C'est ça qui est beau ! »

## Pétrole: le Mexique reprend l'initiative

BRIGITTE MORISSETTE  
collaboration spéciale, MEXICO

La colère des camionneurs québécois coincés dans la neige alors que le prix du fuel et de l'essence grimpe en flèche émet des échos pathétiques même au sud du Rio Grande. Que dire de l'angoisse du Mexique obligé, l'an dernier, de procéder à trois reprises à des coupes drastiques — de l'ordre de plusieurs milliards \$ — dans ses dépenses sociales parce que le prix du pétrole ne cessait de chuter (de 18 \$ à moins de 8 \$US) ?

Une fois de plus, les Mexicains se sont rappelés le cri de Bruno Travu, un célèbre écrivain qui qualifiait le pétrole, dans les années 20, de « mierda del diablo » ! Autres temps autres mœurs : il culte de la nationalisation (1936), au centre de l'idéologie mexicaine jusqu'à l'arrivée de la mondialisation vers 1987, est également révolu. L'un des candidats favoris aux élections présidentielles du 2 juillet, Vicente Fox Quesada, proposait même dans les premières ébauches de son programme politique de privatiser PEMEX, la célèbre com-

pagnie pétrolière d'État. Cette révolution n'étant pas mûre, le candidat parle dorénavant de l'exception PEMEX !

La spéculation autour du prix du baril le confirme, le pétrole demeure en tête des maquiladoras (filiales de multinationales) et du tourisme pour remplir les coffres de l'État mexicain à raison de 35 %. Car aucun gouvernement — ni l'actuel qui se prépare à quitter le pouvoir sans soubresaut — n'a osé s'attaquer au régime fiscal ; les riches s'esquivent aisément d'un régime d'impôts ne comptant que pour 11 % du PIB.

## Le Canada profite d'une hausse providentielle

La hausse spectaculaire qui redonne à l'or noir sa dignité perdue fournit au gouvernement Zedillo un nouvel outil d'influence et de prestige. Il serait peut-être exagéré de dire que le pétrole revient au centre de la politique étrangère du Mexique, au moment même où le président Ernesto Zedillo savoure la signature d'un nouvel accord de libre-échange (le 9<sup>e</sup>) entre son pays et les 15 de l'Union européenne. Mais l'or noir retrouve sûrement un statut qu'il semblait avoir définitivement perdu au Mexique.

Le ton même du ministre de l'Énergie, Luis Tellez, légèrement arrogant cette semaine avec la presse, en témoigne. À moins qu'il ne reflète simplement la nervosité qui s'est emparée de la scène pétrolière face à un nouveau défi : maintenir jusqu'au 23 juin l'unité « historique » rassemblant les grands producteurs de pétrole, tant publics que privés, dans et hors l'OPEP. Le ministre Tellez, qui a déjà réussi à évincer le puissant directeur général de PEMEX parti en exil à Londres d'où il conseillera la société parapublique, va s'employer à maintenir l'unité d'un club (l'OPEP et les producteurs indépendants) qu'il a déjà contribué à rassembler. Adrian Lajous, tout comme le célèbre directeur général du temps de l'abondance, Jorge Diaz Serrano, soutenaient que l'important pour le Mexique consistait d'abord à maintenir ses parts de marché — et à en conquérir de nouvelles — même au risque de faire baisser le baril à un prix dérisoire !

Mais laisser chuter le baril à moins de 8 \$US, alors que le pétrole est une ressource non renouvelable et de plus en plus coûteuse à exploiter, c'était retourner à l'intolérable situation d'il y a 25 ans.

Le politique a pris le pas sur le technique : le Mexique a donc joué les trouble-fête pour contribuer à redresser les cours pétroliers. Pas trop cependant, car les États-Unis ont agité le bâton : lâcher leur énorme réserve stratégique. Et le ministre mexicain de l'Énergie s'est mis à pratiquer une « politique de la raison » ! Effet persuasif du passage du secrétaire américain Bill Richardson ?

Le Canada, qui constitue l'un des plus importants fournisseurs d'énergie aux États-Unis — pétrole, gaz, électricité — et de technologie à des pays émergents comme le Mexique, regarde passer silencieusement le train des hausses de prix, mais il ne manque pas d'y monter. Avec un baril mexicain (moyenne de pétrole léger et de Maya de type lourd) que l'on va tenter de maintenir le plus longtemps possible autour de 21-22 \$ US, le Mexique sera en mesure de compléter sans trop de difficulté le financement d'importants projets : moderniser enfin ses raffineries pour tirer du pétrole maya un ensemble de sous-produits que l'on doit encore importer des États-Unis ; et surtout ré-énergiser Cantarell, le plus grand champ pétrolier, menacé

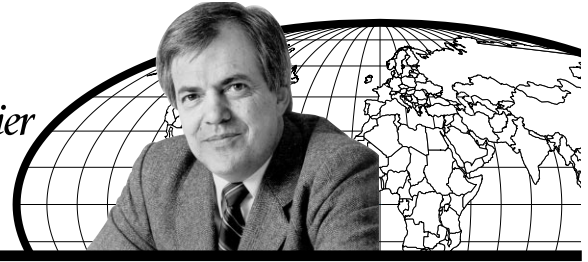
d'inertie si l'on n'y injecte pas un gaz, l'azote.

Cette dernière tâche réclame à elle seule un investissement dépassant 11 milliards \$ US. Cinq grandes sociétés internationales participent à ce projet pyramidal, dont la compagnie canadienne West Coast Energy, partie prenante pour un tiers du projet. West Coast Energy termine la construction à Ciudad del Carmen (ne pas confondre avec Playa del Carmen !) d'une usine pour la fabrication d'azote : le gaz qu'elle injectera ensuite, avec PEMEX, aux puits défaillants de Cantarell. West Coast n'en est pas à sa première expérience dans ce secteur innovant et... risqué, au dire d'un groupe d'ingénieurs mexicains à la retraite de PEMEX.

Bref, les enjeux liés à la stabilisation des prix pétroliers autour de 25 \$US le baril de léger dépassent les préoccupations des consommateurs. Au reste, les Mexicains eux-mêmes subissent depuis plusieurs années une hausse irrationnelle des prix de l'essence, même au temps du baril à 8 \$ US, à cause des taxes et de l'inflation toujours en hausse. Hélas ! la solidarité continentale n'est pas encore une valeur inscrite à la Bourse de la mondialisation.

# La presse d'ailleurs

parcourue  
par Réal Pelletier



FINANCIAL TIMES The Washington Post THE WALL STREET JOURNAL The Sunday Telegraph

## Poutine, pour la lessive

### Un nouveau président pour une Russie marquée de taches rebelles

Deux vocables, *perestroïka* (reconstruction) et *glasnost* (transparence), ont illustré l'effondrement du système soviétique au tournant des années quatre-vingt-dix, saluant la fin de la guerre froide. Un troisième vocable ensuite est apparu dans le décor russe, *besperedel*, mais celui-là voyageait mal et effectivement il n'a pas voyagé. *Besperedel*, note le *Financial Times*, de Londres, c'est l'illégalité ambiante qui déteint sur une foule de petites transactions de la vie quotidienne russe, depuis la poignée de roubles remise à un agent de police pour effacer une contravention jusqu'aux marchés troubles concoctés aux plus hautes instances de l'État. C'est dans ce décor de *besperedel*, omniprésent dans le pays, que s'amorce le mandat de Vladimir Poutine, deuxième président élu de Russie depuis la fin du régime communiste.

Les médias d'Occident ont ratisé large dans l'entourage du nouveau président de Russie et chez les rares diplomates ou gens d'affaires qui ont eu l'occasion de rencontrer cet homme pour essayer de le comprendre, mais la récolte s'est révélée maigre. À Moscou, on s'arrache les cheveux dans les chancelleries occidentales pour essayer de comprendre vers quoi s'oriente Poutine, dans ses relations avec le monde en général, avec les États-Unis et l'Europe voisine en particulier, pendant que Wall Street scrute son passé pour tenter de savoir de quoi sera faite une politique sûre de l'investissement étranger dans la Russie de Poutine.

#### La clé : l'État

Peu d'indices utiles se dégagent, hormis une certitude fondamentale : Poutine voudra réinstaller l'État comme moteur de la grandeur et de la dignité russes. Il le fera, dit-on, de façon pragmatique, sans référence à la grammaire soviétique et sans plus d'enthousiasme pour le libéralisme économique. Il manœuvrera, croit-on, à cheval sur deux idéologies, animé par la volonté prédominante de repositionner la Russie comme grande puissance dans les affaires du monde. Le *Wall Street Journal* écrit à ce propos que M. Poutine s'est converti au capitalisme non pas pour en arriver à extirper l'État de la vie des gens mais parce que l'ancien système n'aurait plus à conférer à la Russie son statut de grande puissance.

Cela dit, le nouveau président russe n'a convaincu personne que ce faisant, il n'écorchera pas les droits de l'homme au passage, ou qu'il anéantira le *besperedel* palpable à tous les niveaux. Mais les enjeux sont énormes, nucléaires notamment, et pour l'instant les grandes puissances, dans l'expectative, mettent des gants blancs quand ils traitent avec Vladimir Poutine. La secrétaire d'État américaine Madeleine Albright voit en Poutine « l'un des leaders réformateurs ». Bien qu'il l'ait fait du bout des lèvres, le président Clinton a dit de lui qu'il était « quelqu'un avec qui on peut brasser des affaires », précisant qu'il convenait d'écarter toute comparaison entre l'intervention de Poutine en Tchétchénie et le nettoyage ethnique auquel s'est adonné Slobodan Milosevic au Kosovo, rappelle *Newsweek*.

Et pendant que l'armée russe anéantissait Grozny en pleine campagne électorale russe, le premier ministre britannique Tony Blair, perpétuellement en quête d'un rôle planétaire, se pointait à l'opéra de Saint-Petersbourg un soir en compagnie de Vladimir Poutine et de leurs femmes. Celui qui n'était alors que président désigné de Russie rencontrait ainsi pour la première fois un chef de gouvernement d'Occident et on soupçonne que l'initiative de M. Blair ait obéi à une commande diplomatique plutôt qu'au côté primesautier du leader travailliste.

#### Un président muet

La campagne électorale se fût-elle déroulée normalement, c'est-à-dire sans le contexte exceptionnel de la guerre menée en Tchétchénie et offrant un vrai débat entre Vladimir Poutine et ses adversaires, peut-être en aurait-on appris davantage sur les intentions réelles du nouveau président de Russie. Mais dans le contexte, les Russes eux-mêmes dans leur majorité ne voulaient rien savoir d'un débat, estime un reporter du *Washington Post*. Poutine a pu faire campagne sans programme électoral réel : les gens n'en voulaient tout simplement pas, se contentant d'avoir à leur portée — enfin — un chef, un vrai, l'homme qui s'était levé pour mettre les Tchétchéniens à leur place, esquissant ainsi une promesse de redonner sa grandeur à la Russie. Les slogans satisfaisaient amplement un électoral majoritaire.

En dix ans, les Russes en sont encore à l'apprentissage de la démocratie. Un magazine russe, *Itogi*, cité par le *Post*, a décelé à travers



PHOTOMONTAGE La Presse

des entrevues de fond menées auprès d'électeurs cette idée vivace, très stalinienne, en vertu de laquelle chaque citoyen n'est qu'un infime rouage dans une grosse machine étatique. « Nous n'attendons pas des autorités qu'elles nous disent ce qu'elles vont faire. Nous voulons simplement qu'elles fassent quelque chose pour nous. Et sans nous. »

Après dix ans de démocratie russe, c'est exactement l'envers du message, devenu un classique, de John Kennedy à ses électeurs : « Ne demandez pas ce que l'État peut faire pour vous, mais ce que vous pouvez faire pour l'État. »

#### Casser le *besperedel*

La Russie actuelle en est là, dans l'attente de l'homme qui cassera le *besperedel*. On compte peu les crimes commis par les fonctionnaires mais ceux qu'on réussit à comptabiliser donnent déjà des chiffres effarants : 53 700 crimes pour la seule année 1999, une augmentation de 36 % sur l'année précédente, note le *Financial Times*.

Poutine a-t-il le coffre pour faire le ménage ? Les sceptiques sont nombreux. Beaucoup de gens déjà, dans la classe politique russe comme à l'étranger, grimacent à l'idée qu'aussitôt installé au poste de président désigné en janvier dernier, Vladimir Poutine ait choisi comme première décision de mettre le clan Eltsine à l'abri de toute

poursuite judiciaire, le fait étant pourtant largement connu que des proches du président démissionnaire ont trempé dans des affaires frauduleuses.

Le *Wall Street Journal* est allé plus loin et raconte en détail le rôle que le nouveau président de Russie a été appelé à jouer dans une affaire nébuleuse survenue à Saint-Petersbourg alors que Vladimir Poutine en était le maire adjoint.

C'était dans les années 1991-92, peu de temps après l'éclatement du régime et Saint-Petersbourg était au bord de la famine, un mal qu'elle n'avait pas connu depuis la Seconde Guerre mondiale.

Jouant la toute nouvelle libération des marchés, la municipalité imagina confier à une brochette d'entreprises locales le mandat d'exporter des métaux, du pétrole, du bois, du ciment et du coton en échange de nourriture. Vladimir Poutine dirigea le programme au coût de 90 millions de dollars US, mais la ville ne récolta qu'une quantité infime de nourriture en échange.

Une démocrate radicale, Marina Salye, fut chargée d'enquêter et son rapport de 19 pages fit état de malversations impliquant M. Poutine et de ses hauts fonctionnaires « étroitement liés » aux entreprises qui n'avaient pas livré les commandes d'épicerie. L'enquête n'a pas démontré que le maire adjoint Poutine ait profité personnellement de la fraude, mais a demandé l'évic-

tion de M. Poutine. Le maire Sobchak, mentor de Vladimir Poutine, refusa de donner suite à la requête et l'adjoint demeura en poste.

Le nouveau président russe affirme aujourd'hui qu'il n'a jamais accordé de licences d'exportation en échange de nourriture, mais le *WS Journal* écrit qu'un document portant la signature de M. Poutine et datant de 1992 a identifié 11 entreprises qui ont bel et bien obtenu ces licences. Le *Journal* évoque d'autres affaires troublantes qui se sont produites à Saint-Petersbourg alors que M. Poutine s'en trouvait maire adjoint.

#### Les « boys » au pouvoir

Ce que répond aujourd'hui le nouveau président à ses accusateurs, c'est qu'il est en situation maintenant de faire le ménage.

De fait, une fois au pouvoir, Vladimir Poutine s'est aussitôt entouré de « boys » qu'il avait connus dans sa seule véritable carrière jusqu'ici, celle d'agent du KGB, une carrière qui s'est prolongée, après le stage de Saint-Petersbourg, comme patron de l'ex-KGB devenu l'agence FSB. Normal pour un homme politique, quel qu'il soit et d'où qu'il vienne, de vouloir s'entourer prioritairement de gens proches qu'il a appris à connaître.

L'ex-KGB était devenu plus qu'une police, plus qu'un service d'espionnage, une sorte d'École nationale d'administration (ENA) préparant de beaux jeunes esprits russes aux rigueurs de l'exercice du pouvoir. Vladimir Poutine fut de ceux-là. Mais le problème en l'occurrence, c'est de savoir ce qu'est réellement l'ex-KGB d'aujourd'hui.

Le FSB demeure, note un reporter du *Sunday Telegraph*, de Londres, un immense village de 75 000 employés, place Lubyanka à Moscou, avec ses bâtiments, sa clinique privée, son club privé et ses parkings protégés. Boris Eltsine avait déjà pris soin de redonner son prestige à l'agence... et certains pouvoirs extrajudiciaires aussi comme celui, depuis 1995, d'ouvrir du courrier, de brancher des tables d'écoute, d'intercepter du courriel.

Plus troublant encore : avec la débandade du régime, plusieurs artisans de l'ex-KGB ont fui l'agence pour se retrouver dans toutes sortes de fonctions pas toujours honorables et on a du mal à croire, note le reporter, que ces ex-agents ont rompu tout lien avec leurs anciens collègues demeurés dans le métier.

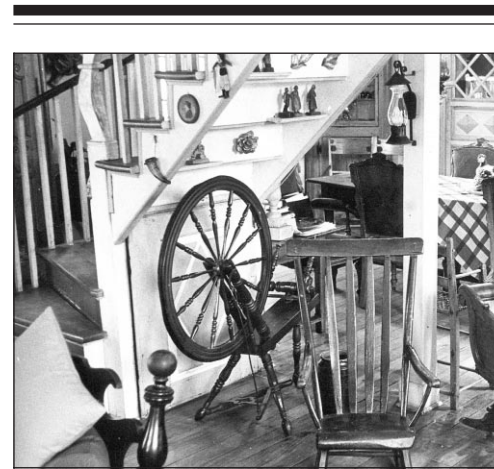
Ça peut donner du champ de manœuvre à un ex-collègue-espion devenu président.



Herald Tribune

### Turbulences

■ On peut imaginer que la sortie de la ministre Louise Beaudoin contre la décision d'Air France d'imposer l'anglais à ses pilotes dans leurs contacts avec l'aéroport Charles de Gaulle a surpris la direction, pour qui il ne s'agit là que d'une des nombreuses initiatives d'intégration qu'elle mène de front à l'heure de la mondialisation. Air France fut l'un des derniers transporteurs importants à s'intégrer — avec Delta en l'occurrence — dans l'une des quelques grandes familles qui contrôlent ce commerce dans le monde et elle doit mettre les bouchées doubles. Ensuite cette semaine, le *International Herald Tribune* révélait qu'Air France, comme tous les autres, fait face au problème lancinant et croissant de l'encombrement du ciel au-dessus de l'Europe. Les transporteurs se heurtent à l'intransigeance des États européens qui tiennent à conserver jalousement leur souveraineté dans l'espace, dérogeant dans le ciel aux grands principes qui président à leur intégration au sol. Il s'ensuit des retards dans les décollages et atterrissages qui coûtent à Air France près d'un demi-million de dollars CAN par jour. Pour Swissair, le coût dépasse les 5 millions par mois ; Austrian Airlines perd ainsi 80 millions par an. Tout compris — supplément de carburant, heures supplémentaires et temps de vacances réduit pour les voyageurs confondus — les retards dans les mouvements aériens représentent des pertes de quelque 15 milliards par an, estime la Commission européenne. Morale : y'a d'autres chats à fouetter chez Air France.



Los Angeles Times

### Divergences

■ La fermeture hier à Drummondville de l'usine de textile de Celanese, qu'on rouvrira au Mexique, apparaît comme un pur produit de l'ALENA. Depuis un an, le Mexique est devenu le champion mondial des exportations de textile et de vêtement vers les États-Unis, pour une valeur de 8,8 milliards \$US. Il y a peu de temps encore, on disait de la Chine qu'elle était équipée pour vêtir l'ensemble de la planète à elle seule, mais ses exportations vers les États-Unis — 8,2 mds — la classent désormais au deuxième rang. En somme, la magie de l'ALENA aura eu pour effet de conserver en terre nord-américaine le premier pays fournisseur des États-Unis en textile et vêtement, signale de *Los Angeles Times*. Aux États-Unis, c'est par centaines que des usines de textile et de vêtement ont démenagé au sud de la frontière. Le Mexique ne vendait aux États-Unis que pour 1,2 md en 1990. Nouveau : on ne se contente plus de transférer l'assemblage au Mexique ; on y expédie tout, y compris le design des produits. Les syndicats américains avouent leur impuissance devant ce mouvement. C'est la pression asiatique qui pousserait les industriels américains à déménager au Mexique, la proximité de marché et les coûts de main-d'œuvre offrant des avantages indéniables. Et l'abolition en 2005 des quotas subsistants viendra sceller le mouvement. Les industriels américains pensent aussi qu'en préférant le Mexique à l'Asie, ils se mettent à l'abri d'attaques sur l'exploitation de la jeune main-d'œuvre.



The Washington Post

### Flatulences

■ Pendant que des pans entiers d'industries anciennes s'installent au Mexique, les États-Unis et d'autres sociétés occidentales sont en manque de « travailleurs du savoir ». Pour tout dire, la Nouvelle Économie manque de cerveaux et des spécialistes appellent au desserrage des normes d'immigration pour alimenter la haute technologie. Un de ces spécialistes, Demetrios G. Papademetriou, de la Carnegie Endowment for International Peace, déplore dans le *Washington Post* que le système scolaire en pays développés n'ait pu s'ajuster à la demande et souhaite que l'on compense par l'immigration. Il note que le Canada s'apprête à relâcher ses normes d'immigration sous ce rapport. En Allemagne, malgré un taux de chômage persistant à 10 %, le gouvernement du chancelier Gerhard Schroeder a déjà convenu d'importer temporairement hors d'Europe 30 000 artisans de la haute technologie, à l'encontre d'ailleurs du ministre du Travail qui aurait préféré recycler des nationaux. Ailleurs, la Grande-Bretagne et l'Australie se préparent elles aussi à saigner les pays moins riches de leurs travailleurs du savoir. Un pays en développement comme l'Inde a déjà beaucoup donné, ses ingénieurs fourmillant dans les arcanes de Silicon Valley. On a pigé aussi dans les réservoirs russe et irlandais, qui accusaient des excédents. M. Papademetriou craint que les États-Unis se fassent damer le pion si le pays ne modifie pas ses règles d'immigration facilitant l'entrée de jeunes cerveaux.



BusinessWeek

### Émergences

■ C'est bien connu : la hantise des ministres de la Santé d'Occident, c'est de devoir soigner de plus en plus de vieux, qui vivront de plus en plus vieux, avec des personnels et des instruments qui coûteront de plus en plus cher. Moins connu et encourageant : certains emplois hospitaliers pourraient disparaître avec le temps dans le cas d'un certain nombre de fonctions de dépistage, procurant une amélioration de la qualité des soins et une baisse des factures. Un récent *Business Week* évoquait deux cas de cette nature. Le professeur Joseph Stetter et le chercheur Bill Penrose du Illinois Institute of Technology de leur côté s'emploient à mettre au point une petite plaque de cristal grosse comme une pièce de 10 cents capable d'intercepter les bactéries de l'air et qui, installée dans une sorte de renifleur s'apparentant à l'appareil d'alcootest, pourrait repérer la présence par exemple d'une tuberculose. Les tests actuels peuvent prendre six semaines et représenter six semaines d'hospitalisation en attente ; l'appareil en chantier détecterait le mal en 10 minutes. Autre trouvaille à venir : l'appareil qui va remplacer le radiologiste dans l'interprétation de l'imagerie médicale lors de mammographies. Robert J. Schier, un radiologiste de la Californie du Sud qui a mis au point un prototype à cet effet l'a testé, pour découvrir que l'appareil a repéré correctement des traces de cancer dans 93 % des cas chez les femmes effectivement touchées par le mal, ce qui dépasse le rendement de la simple lecture des photographies où les signes d'une présence de cancer ne sont pas toujours évidents.

# Monde

L'EXPRESS  
INTERNATIONAL



RWANDA

## Condamnés à mort

■ Huit personnes ont été condamnées à mort hier pour leur participation au génocide rwandais de 1994, au cours d'un procès collectif à Cyanguu, dans le sud-ouest du pays. Hier également, le président par intérim, Paul Kagame, a été nommé par son parti, le Front patriotique rwandais, candidat à la présidence. S'il est élu, il deviendra le premier président tutsi depuis l'indépendance du Rwanda en 1962. Le Parlement votera à la mi-avril pour désigner le successeur de Pasteur Bizimungu, qui démissionnait récemment.

d'après AFP et AP

SÉNÉGAL

## Niasse est nommé

■ Moustapha Niasse, leader de l'Alliance des forces de progrès (AFP) et candidat au premier tour de la présidentielle du 27 février, a été nommé premier ministre du Sénégal, selon un décret présidentiel publié hier. Il s'était classé troisième avec 17 % des voix avant de se rallier à l'éventuel vainqueur, Abdoulaye Wade. Ce dernier a prêté serment hier devant les membres du Conseil constitutionnel et des dizaines de milliers de personnes réunies dans le plus grand stade de Dakar, plein à craquer.

d'après AFP

AFRIQUE

## Sommet du Caire

■ Les pays africains ont plaidé hier pour une aide européenne afin de régler le problème de leur dette, lors d'une réunion des chefs de diplomatie africains destinée à préparer le premier sommet Afrique-Europe, qui s'ouvre demain au Caire. « Il est temps que les Européens nous aident en prenant avec nous des mesures pour régler le problème de la dette. Tous les problèmes dont nous souffrons sont un résultat de la dette », a déclaré le ministre des Affaires étrangères du Lesotho, Thomas Thabane, qui présidait la rencontre.

d'après AFP

BRÉSIL

## Extorsion

■ Un juge de Rio de Janeiro a ordonné l'incarcération de sept policiers accusés d'avoir extorqué des fonds à l'un des principaux trafiquants de drogue locaux, Luis Fernando da Costa, actuellement en fuite. Un industriel de Rio, Paulo César Motta Santiago, a été accusé de blanchiment d'argent pour ce même traficant. Ces transactions auraient porté sur près de 35 millions de dollars US en quatre ans, de 1991 à 1994.

d'après AFP

SIERRA LEONE

## Reddition

■ Environ 240 rebelles sierraléonais ont déposé les armes et se sont rendus aux soldats de l'ONU, a annoncé cette dernière. Cette reddition est la plus importante depuis que les Casques bleus ont été déployés dans ce pays pour tenter de rétablir la paix. Les rebelles, qui proviennent de l'ancienne armée du Sierra Leone, ont rendu des fusils d'assaut, roquettes, grenades et mitrailleuses après être sortis de leur cache. Quelque 95 autres combattants, qui n'étaient pas armés, se sont aussi rendus afin de pouvoir se réinsérer dans la société civile à l'aide d'un programme de l'ONU.

d'après AP

MONTÉNÉGRO

## Serbes expulsés

■ Quelque 200 réfugiés serbes qui vivaient depuis l'année dernière dans un hôtel du bord de mer au Monténégro ont été expulsés, a-t-on annoncé hier. La compagnie publique d'électricité, Elektroprivreda Srbije, propriétaire de l'hôtel, avait demandé leur évacuation. La plupart des 32 000 Serbes du Kosovo réfugiés au Monténégro sont hébergés dans des centres collectifs mais certains occupent des hôtels destinés aux touristes en été.

d'après AP

# Des rebelles tchéchènes menacent de fusiller neuf prisonniers russes

Agence France-Presse  
MOSCOU

Le chef de guerre tchéchène Chamil Bassaïev a menacé hier de fusiller neuf prisonniers russes si Moscou n'acceptait pas de les échanger avant mercredi contre un colonel accusé du viol et du meurtre d'une jeune Tchétchène.

« La partie tchéchène est prête à échanger neuf prisonniers de guerre contre le colonel (Iouri) Boudanov, qui a violé une fille tchéchène », a déclaré un haut responsable tchéchène, Movladi Oudougov, dans un appel téléphonique au bureau de l'AFP à Moscou hier soir.

Jeudi, les autorités militaires russes ont arrêté et inculpé le colonel Iouri Boudanov, commandant d'un régiment de chars en Tchétchénie, pour le viol et le meurtre d'une jeune Tchétchène de 18 ans.

« Si l'échange n'a pas eu lieu le 5 avril à 8 h (locales), les neuf prisonniers russes seront fusillés », a déclaré le porte-parole, affirmant transmettre un « décret » du chef de guerre Chamil Bassaïev, recher-

ché par Moscou pour terrorisme.

L'ultimatum n'a pas été transmis directement aux autorités russes, a précisé Movladi Oudougov, mais simplement diffusé par les médias.

Les neuf prisonniers, a assuré Oudougov, sont des hommes du ministère de l'Intérieur capturés lors d'une embuscade tendue mercredi par les Tchétchènes à un convoi russe dans le sud-est tchéchène.

Selon les Russes, 32 soldats sont morts dans cette bataille, six ont été retrouvés blessés sur les lieux des combats et 11 étaient toujours portés disparus hier soir.

Cette embuscade, l'une des plus meurtrières depuis le début du présent conflit, prouve une nouvelle fois que la guerre est loin d'être

terminée pour les Russes, qui avaient pourtant promis d'en finir avant le printemps avec les combattants indépendantistes.

Le scénario actuel rappelle celui de la première guerre de Tchétchénie (1994-96), lorsque les Russes avaient pris dans un premier temps le contrôle des principales agglomérations et des grands axes avant de subir une guérilla incessante jusqu'à la défaite, deux ans plus tard.

Selon les premiers éléments de l'enquête après l'arrestation sur le meurtre de la jeune Tchétchène, le colonel Boudanov est arrivé le 27 mars avec trois soldats dans le village de Tangui, dans le district d'Ourous-Martan (sud-ouest de la Tchétchénie), où il est entré dans la maison d'une famille.

Sous la menace de son fusil, il a enlevé une jeune fille de 18 ans et l'a emmenée dans son régiment. Ensuite, il l'a violée, puis étranglée avant de brûler son corps avec l'aide de ses soldats.

C'est la première fois que l'armée russe reconnaît un fait de cette

nature et prend des mesures contre l'un de ses hommes, alors que les témoignages sur les exactions de soldats se répètent depuis des mois.

Le Haut Commissaire de l'ONU pour les droits de l'Homme, Mary Robinson, était justement hier dans le Caucase pour s'informer sur les accusations de violations des droits. Elle a visité un camp de réfugiés tchéchènes en Ingouchie, la république frontalière de la Tchétchénie où se sont entassés plus de 200 000 réfugiés depuis septembre.

« En général il y a eu des récits d'exactions, des accusations solides, et avec cela une rancune très profonde », a-t-elle déclaré après avoir visité Spoutnik, l'un des camps installés en Ingouchie.

Robinson a été accueillie à Spoutnik par une manifestation apparemment minutieusement planifiée de réfugiés. « Arrêtez le génocide du peuple tchéchène », « Jetez les coupables de la guerre en prison », proclamaient des banderoles brandies par des enfants de réfugiés.

# Pérou : Fujimori gagnant au premier tour ?

Agence France-Presse  
LIMA

Le président péruvien Alberto Fujimori, qui brigue un troisième mandat, serait réélu le 9 avril dès le premier tour avec 50,3 % des suffrages, selon un sondage non publié de la Compagnie péruvienne d'investigation (CPI), l'un des instituts d'enquêtes les plus fiables du pays.

La publication des sondages est interdite depuis une semaine, mais le Fujimori a clairement fait allusion à ce sondage lors d'une interview hier matin à Radio Programa del Perú (RPP), la principale radio d'information privée.

À la question de savoir ce qu'il ferait dans le cas où il ne serait pas réélu, il a répondu à son interlocuteur que « cette éventualité est sans fondement comme l'indique le sondage que vous avez sous les yeux ».

Celui-ci attribue 32,3 % des voix à son principal adversaire, Alejandro Toledo, un économiste de 54 ans d'origine indienne et formé aux États-Unis, lui aussi en progression par rapport aux autres candidats, notamment le maire de Lima, Carlos Andrade, dont le score s'effondre à une semaine du scrutin.

Andrade ne recueille que 6,9 % des intentions de vote alors qu'il y a un mois, il faisait encore figure de principal adversaire du président sortant. Selon les analystes locaux, il a été victime d'un discours anti-Fujimori virulent qu'il n'a cessé de radicaliser à chaque recul dans les sondages. Selon un diplomate européen, plus « les candidats d'opposition ont haussé le ton, plus ils ont baissé dans les sondages ».

Au contraire, Toledo avait axé toute sa campagne sur une critique modérée de Fujimori en affirmant



PHOTO AFP

Face à un adversaire qui met de l'avant son origine indienne, le président péruvien Alberto Fujimori n'hésite pas, lors de ses apparitions publiques en vue de l'élection du 9 avril, à revêtir des costumes traditionnels.

que celui-ci avait construit le premier étage de la maison et qu'il entendait, lui, ériger le deuxième. Il a aussi joué la carte du vote ethnique en mettant souvent de l'avant son origine indienne.

Mais sa soudaine percée semble surtout imputable à un transfert de voix à son avantage au sein de l'électorat de l'opposition, dû à un réflexe de vote utile.

Si les urnes confirment ce son-

dage, il en ressortira que les électeurs souhaitent une opposition modérée qui ne mette pas en cause la stabilité économique du pays, même si celle-ci a un coût social élevé.

REPÈRES / Sectes

# Après Jonestown, Kanungu

CHRIS TOMLINSON  
Associated Press, NEW YORK

Embrigadés par des gourous qui leur faisaient miroiter une vie meilleure et spirituelle, les fidèles africains du Mouvement pour le rétablissement des dix Commandements de Dieu auront connu en Ouganda un sort comparable à celui des adeptes de la secte américaine du Temple du peuple, américane en Guyana par Jim Jones.

L'issue tragique de ces expériences sectaires est la première de leurs similarités : 924 morts dans l'incendie des locaux du mouvement de Kanungu, selon le dernier bilan des autorités ougandaises, contre 913 au moins dans le « suicide collectif » découvert en 1978 à Jonestown.

Ces sectes se voulaient des ramifications du christianisme et toutes deux avaient installé leur siège dans une région reculée d'un pays pauvre et tropical. L'une et l'autre étaient quasiment inconnues jus-

qu'à ce que leurs dirigeants, craignant apparemment une dissolution de leur congrégation, ne déclenchent leur propre version de l'apocalypse.

Dans le cas du mouvement de Jim Jones, le début de la fin avait sonné lorsqu'un homme politique américain, le représentant démocrate Leo Ryan, s'était rendu en Guyana pour enquêter sur les informations accusant la hiérarchie du Temple du peuple d'abuser de ses membres et d'en retenir certains contre leur volonté.

Alors que Ryan s'appêtait à quitter Jonestown avec sa délégation, le 18 novembre 1978, il avait été assassiné avec quatre autres ressortissants américains par des fidèles de Jim Jones. Quelques heures plus tard, le gourou servait aux adeptes un punch contenant du cyanure, un rituel que les quelque mille membres de la secte avaient répété à maintes reprises pour se préparer à la « fin du monde ». Si la plupart ont succombé au poison, plusieurs autres ont été retrouvés tués par balles.

En Ouganda, il aura fallu atten-

dre l'incendie dans la chapelle de la principale propriété de la secte à Kanungu, dans le sud-ouest du pays, pour entrevoir la tragédie qui se tramait au sein du Mouvement pour le rétablissement des dix Commandements de Dieu. On estime à 530 le nombre de personnes qui se sont retrouvées prisonnières du brasier, les issues du lieu de culte ayant été volontairement bloquées.

Credonia Mwerinde, qui faisait partie des meneurs de la secte, aurait fait état du mécontentement de la Vierge Marie et annoncé la fin du monde pour le 31 décembre dernier. Selon une hypothèse des enquêteurs, une partie des fidèles se seraient insurgés après que cette prophétie se fut révélée fautive. Ils auraient en outre réclamé la restitution des biens dont ils avaient fait don aux dirigeants du mouvement.

L'incendie de la chapelle aura été la dernière étape de leur élimination. Les policiers ougandais ont depuis découvert 394 corps dans d'autres propriétés de la secte. Bien que la volonté d'extermination ne fasse aucun doute, la cause de la mort de ces fidèles n'a pas encore

été déterminée avec certitude.

Autre similarité, les dirigeants des deux mouvements exigeaient une obéissance et une loyauté totales. Les fidèles avaient obligation de céder tous leurs biens et ne pouvaient faire entrer les membres de leur famille que s'ils étaient « croyants », les autres étant des représentants du Mal.

Les enfants vivaient séparés de leurs parents et fréquentaient des écoles au programme pédagogique élaboré par la secte. Les deux mouvements prêchaient l'autosuffisance et l'absence de contact avec le monde extérieur. Ils promettaient un mode de vie utopique, mais imposaient une loi totalitaire. En Ouganda, les membres n'avaient pas le droit de communiquer entre eux ; en Guyana, leurs homologues devaient faire par écrit leur autocritique à leur « papa », alias Jim Jones.

Néanmoins, une différence majeure distingue les deux sectes : le gourou du Temple du peuple a été retrouvé parmi les morts, contrairement aux dirigeants du mouvement ougandais, qui pourraient encore être en fuite.

## À votre tour

# Race de «gratteurs de gratteurs»

### LETTRÉ DE LA SEMAINE

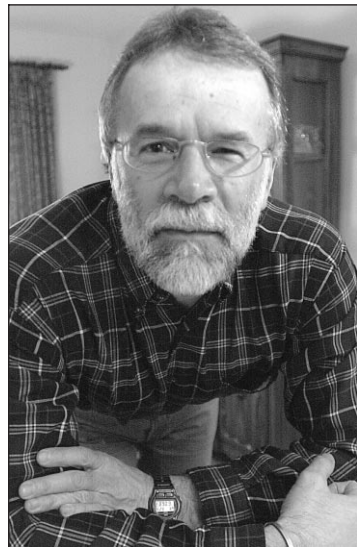
JEAN-PAUL LANOUEUETTE

L'auteur est un résident de Longueuil.

Chers messieurs-dames de Loto-Québec, Décidément, la modération n'a pas meilleur goût pour tout le monde, dirait-on ! Cette boutade, c'est une façon de vous signifier que vous commencez à nous tomber royalement sur le système avec vos campagnes, que dis-je, vos offensives publicitaires tous azimuts.

Facile de voir grand avec l'argent d'autrui, pas vrai ? Vous ratissez donc de plus en plus large dans l'évident souci de grossir davantage une clientèle pourtant déjà impressionnante, clientèle commodément « captive », par surcroît, et dont certains éléments moins nantis sont prêts, vous le savez, à sacrifier un « deux litres » de lait pour un 6/49 avec Extra...

Tel un crieur, il nous faut l'annoncer haut et fort : les seuls à se trouver du côté « payant » de la corne d'abondance, c'est vous, plus quelques rares « chanceux » émergents — avec tambour, trompette et photo — d'une mer de rêveurs bien endormis... par vos boniments, ou séduits jusqu'à l'aveuglement par vos panoramiques miroirs aux alouettes promenés sur toutes les chaînes télé aux heures de grande écoute ! Aussi sentons-nous la bile nous monter à la bouche à vous voir déployer de tels trésors d'énergie et d'ingéniosité pour nous convaincre tous, sans jamais l'affirmer ouvertement, qu'il y a à coup sûr un millionnaire en puissance en chacun de nous.



Jean-Paul Lanouette

Non contents d'avoir envahi, puis assujéti le monde enfumé du bingo — paroissial et autres —, couvert l'ensemble du territoire de vos machines à sous de toutes sortes, inventé mille jeux et loteries, créé une race de «gratteurs de gratteurs» enrégés et aux doigts infatigables, ne voilà-t-il pas que vous songez à une percée du côté d'Internet : le casino virtuel, ne serait-ce point là le fin du fin ? En effet, plus nécessaire d'aller nous entasser dans l'ex-pavillon de la France pour faire tourner... la roulette : désormais, le « plumage » peut se faire à domicile ! « C'est là, autant en profiter ! », arguez-vous... Ouais ! la technologie au service des vautours...

Cette pénétration du marché orchestrée, ou plutôt ourdie de longue date, et cela à grand renfort de messages tous plus « convaincants » les uns que les autres, prend toutes les allures d'un... viol, oui, d'un viol perpétré à l'hallucinogène (nous en voulons pour preuve patente vos dernières pubs télé — 6/49 —, dégoulinantes d'un bonheur chromé « total », et mettant en scène une bande d'hyperactifs au sourire Colgate figé), viol collectif « à l'envers », peut-être, où il y a un seul agresseur pour des millions de victimes, mais viol tout de même !

Vous étiez racleurs, tout juste un brin agaçants ; or, vous voilà devenus franchement indécents, envahissants, voire « invasifs ». Ça suffit ! Y'en a marre à la fin de nous laisser agresser l'intelligence de la sorte, impunément ! N'avez-vous donc enfin

de cesse que tous, nous ne soyons devenus de purs Loto-Québécois, c'est-à-dire des joueurs compulsifs, malléables et polyvalents, définitivement accros ? Ah ! que de chemin parcouru depuis la « taxe volontaire » à deux piastres de m'sieu le maire (Drapeau) ! Mais d'où peut bien vous venir cet appétit pantagruélique ?



Si, au moins, les dollars ainsi pompés directement de la poche du contribuable ne servaient pas d'abord et surtout à engraisser le sacro-saint Fonds consolidé de la province, au plus grand plaisir — et selon le vœu très, très logiquement expliqué — de nos impayables technocrates qui, eux, « savent », oui, si au moins cet énorme fruit de l'exploitation de la faiblesse humaine était destiné exclusivement à la Santé et à l'Éducation, nous pourrions nous consoler à la confortante idée de nous être fait « chloroformer » pour une bonne cause !

Vite ! Descendez de vos tours d'ivoire vitrés avant que la raréfaction de l'oxygène ne vous ratatine le cerveau pour de bon ; vous risquez non seulement de vous déshumaniser tout à fait, mais encore de dépasser à... compter, et ça, messieurs-dames, ce serait pour vous la mort certaine !

À « loto-censure », vous regagneriez un peu de notre respect ; essayez, ça pourrait même rapporter, qui sait ?

À titre d'auteur de la lettre primée de la semaine, M. Jean-Paul Lanouette recevra un exemplaire de l'édition reliée de luxe de notre volume Cent ans d'actualités à La Presse.

### Bravo pour vos économies !

■ Pendant que les métastases me rongent les vertèbres et le foie, j'attends que les ressources de radiothérapie se libèrent (médecins, technologues, machines). Que ceux qui croient qu'on est traité avec toute la célérité possible se détrompent ; nos choix de société font qu'il existe des listes d'attente qui sont gérées par des gens qui doivent juger de l'importance des cas sans toutefois avoir toute l'information et sans que ces priorités aient vraiment fait l'objet d'un débat. Bien sûr, j'ai les calmants qu'il me faut pour endurer la douleur, mais je ne peux plus soulever Félix (3 ans) ni Orane (2ans) et je laisse aller mes chances de redevenir une maman autonome, car je ne suis plus une priorité dans le système de santé. Comme bien d'autres, je me débats (comme si j'étais en santé avec des secrétaires qui se font un devoir de me faire sentir que je les dérange) et j'attends dans l'angoisse de la progression du cancer en me demandant s'il y a de quoi être fière des économies de notre société.

Chantal PELLETIER  
Montréal

### Ras-le-bol

■ Les pays exportateurs de pétrole annoncent une baisse de production : vite les pétrolières augmentent le prix à la pompe. Les pays exportateurs de pétrole annoncent une hausse de production : personne ne songe à baisser le prix à la pompe. Les citoyens payent encore et toujours pour la gourmandise des grosses compagnies. Or, pendant ce temps, les associations de consommateurs, qui font habituellement flèche de tout bois, ne font absolument rien pour dénoncer les grosses pétrolières de façon à ce qu'elles cessent leurs hausses de prix illogiques et injustifiées.

Luc SAUVAGEAU  
Longueuil



PHOTO THÉOQUE, La Presse

L'église First Church of Christ située sur la Côte-des-Neiges.

### Un fait accompli

Mme Louise Harel,

■ Nous apprenons que l'église First Church of Christ, Scientist, 3650 Côte-des-Neiges, a été vendue à un promoteur pour 625 000 \$, sans conditions, qu'elle sera bientôt démolie, que le zonage sera modifié sans consultation auprès des citoyens du quartier, qu'un édifice (45 condominiums) de neuf étages sera érigé sur le terrain de 16 649 pieds carrés, sans égard au zonage de tous les terrains adjacents qui ne permettent pas plus de deux étages, et que tout ceci se passe sur le site du patrimoine du mont Royal. Sommes-nous devant un fait accompli, une manipulation irrégulière, un scandale peut-être ? Nous, citoyens et citoyennes du quartier, jugeons que le bâtiment en question est à caractère patrimonial et que le gouvernement provincial devrait veiller à sa conservation.

Jacques VALIQUETTE,  
Colin ROSE  
et Sandra COHEN-ROSE

## Écrivez-nous

De façon à permettre à nos lecteurs de jouir davantage d'espace pour s'exprimer, nous vous proposons cette nouvelle page. Chaque semaine, nous remettons un exemplaire de l'édition reliée de luxe de notre volume Cent ans d'actualité à La Presse à l'auteur d'une lettre qui nous a semblé particulièrement intéressante. Vous avez un point de vue à exprimer, une opinion à soumettre, un cri du cœur à lancer ? La boîte aux lettres quotidienne de La Presse, publiée en B2, de même que cette page, sont l'endroit idéal pour ce faire. Écrivez-nous. Notre adresse par courriel est: edito@la-presse.ca. Vous pouvez aussi nous rejoindre en adressant votre lettre comme suit: La boîte aux lettres, La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y1K9; ou par fax au (514)285-4816.

# Danielle Pinard existe-t-elle?

*C'est encore un homme gay qui s'est dévoilé et qui a osé montrer sa vulnérabilité et encore le silence creux et obsédant des lesbiennes.*

CLAUDETTE SAVARD

L'auteure est consultante-thérapeute spécialisée auprès des femmes homosexuelles. Conférencière et animatrice, elle est l'auteure de l'ouvrage L'amour entre elles, paru aux Éditions de l'Homme.)

Le débat suscité par le « coming out » de Daniel Pinard, vu sur toutes les tribunes publiques, a fini par me faire sauter le presto... Encore un homme gai qui se dévoile et qui ose montrer sa vulnérabilité et encore le silence creux et obsédant des lesbiennes.

Je n'en peux plus de cette « culture de la cachette » si bien entretenue chez les femmes homosexuelles publiques ou non. Je n'en peux plus de toutes ces bonnes raisons invoquées pour ne pas exister au grand jour. Accrochées comme des cruches au bras du vocable « gais et lesbiennes », nous continuons à nous cacher derrière les hommes. Pourtant, notre vécu, notre nature et notre style de vie se situent bien souvent à un niveau très différent de celui des gars.

Pas besoin de la société et de sa soi-disant intolérance pour vivre dans la clandestinité, l'occultation et la répression ; nous le faisons très bien nous-mêmes !

Je ne peux plus supporter que chacune fasse ainsi violence à sa nature profonde, à sa vérité intérieure sous mille et un prétextes plus ou moins valables. Ce qui importe le plus pour vivre heureuse reste d'assumer pleinement et entièrement qui nous sommes.

À force de cacher notre orientation sexuelle et notre identité profonde nous risquons de nous cacher également nos faiblesses, nos attitudes malsaines et même nos



Claudette Savard

forces créatrices. Quand le plus clair de nos énergies passe à se mentir et à se cacher, il n'en reste plus beaucoup pour s'épanouir intérieurement.

Nos belles lesbiennes publiques mènent des vies actives, pleines de succès professionnels. Mais qu'en est-il honnêtement de leur épanouissement intérieur et intime ? Je ne peux croire qu'aucune d'entre elles n'a le culot de se lever et de s'amener au bras de celle qu'elle aime tout simplement.

Non, pas besoin de parades, de défilés

grandiloquents, de flonflons pompeux pour exister, car je ne crois pas que notre nature féminine en demande tant !

Mais oui, exister simplement et naturellement telles que nous sommes. C'est ce que j'appelle joliment dans mon bouquin, notre « normalité différente ». Lors de la parution de mon livre L'amour entre elles, je croyais bien innocemment qu'il ouvrirait des portes, qu'il créerait des ponts relationnels entre hétéros et lesbiennes. Je croyais qu'enfin l'ignorance et le mystère fonderaient comme neige au soleil. Hélas ! promouvait un tel livre et recevoit des invitations pour en débattre semblent hors réalité.

On est loin de Guy Corneau... ! On m'a vite fait savoir que le sujet restait tabou et pas une seule revue féminine, bien sûr, l'a présenté. Je vous le dis : on n'existe pas et ça semble plaire à bien du monde, les femmes comprises.

De plus, lorsque j'ai proposé à l'organisme « Gai-Écoute » d'être leur porte-parole féminin, on m'a répondu par la négative parce que j'étais une illustre inconnue pour eux. Le comédien Yves Jacques, porte-parole masculin, m'avait dit d'être patiente. Je l'ai été, Yves, mais là, ça va faire !

Est-ce normal que France Castel (même si j'aime beaucoup cette femme) ou toute autre vedette hétéro devienne la porte-parole d'un organisme homosexuel, alors que tant de femmes politiciennes, animatrices, comédiennes, journalistes etc. sont homosexuelles et pourraient devenir de précieux modèles pour toutes ces femmes, jeunes ou moins jeunes, qui cherchent désespérément à vivre sainement leur « normalité différente ». À quand une Danielle Pinard qui osera enfin se tenir debout ?

# Parcs provinciaux: un tarif scandaleux

■ Je suis un utilisateur de parcs provinciaux (Saint-Bruno, Orford, Mont-Saint-Anne, îles de Boucherville) et je trouve scandaleux et contre-productif d'imposer aux gens un tarif d'utilisation. Ces parcs sont du domaine public et donc payés avec nos taxes.

Je ne peux croire que les surplus que le gouvernement nous cache ne pourraient pas servir à assurer aux citoyens l'accès gratuit à ces parcs. On se plaint que le « monde n'est pas en santé », que les gens coûtent cher en frais de maladie. Or, avec cette décision, on les taxe s'ils veulent prendre en main leur santé en allant marcher dans les parcs. Où en sommes-nous ?

Lors des Olympiques de 1976, on avait vu naître un engouement pour la mise en forme. Rappelons-nous la ruée de la fin des années 70 pour la course à pied, le ski de fond et l'activité physique en général.

On déplore maintenant que nos jeunes, nos enfants

souffrent du syndrome du « couch potato » (S'affaler devant la tv, un jeu vidéo ou sur son ordi) et que l'obésité chez cette couche de la population est en croissance. Ce n'est sûrement pas en les taxant en plus qu'on va stimuler un retour à la mise en forme physique.

Il y a quelques années, je suis allé en Alberta, pays de Ralph Klein (un partisan avoué de la droite). Or, l'entrée dans les parcs provinciaux y est gratuite, de même que la pratique de certains sports (ski de fond, dans des conditions supérieures d'entretien à ce qu'on voit chez nous). Que dirait un observateur neutre de la situation dans notre « social-démocrate province distincte » si le règlement est mis en vigueur ?

André LEDUC  
Saint-Lambert



PHOTO THÉOQUE, La Presse

Des amateurs de nature et de plein air signaient une pétition, la semaine dernière, pour faire exclure le parc de Boucherville de la nouvelle tarification des parcs provinciaux du Québec.

# La personnalité de la semaine



ANDRÉ DESMARAIS  
PRÉSIDENT DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION

GUY CREVIER  
PRÉSIDENT  
ET ÉDITEUR

MARCEL DESJARDINS  
VICE-PRÉSIDENT ET ÉDITEUR ADJOINT

YVES BELLEFLEUR  
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

ALAIN DUBUC  
ÉDITORIALISTE EN CHEF

*Il n'est pas de succès qui se mérite s'il n'est construit sur l'excellence*

SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ / SEMAINE DU 2 AVRIL 2000

## Jean-Pierre Perreault

JEAN-PAUL SOULIÉ

Le Grand Prix du Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal 1999 a été remis la semaine dernière à la Fondation Jean-Pierre Perreault pour *L'Exil-L'Oubli*, une oeuvre présentée en première au Monument-National en octobre dernier. Créé en 1985, le grand prix du CACUM est doté d'une bourse de 25 000 \$. C'est la quatrième fois qu'il est attribué dans le domaine de la danse.

C'est en 1984 que Jean-Pierre Perreault, alors professeur de danse à l'Université du Québec à Montréal, fonde sa propre compagnie, la Fondation Jean-Pierre Perreault. C'est aussi à cette époque qu'il crée *Joe*, son oeuvre la plus célèbre, saluée par les critiques du monde entier. Adaptée à la télévision, elle a fait l'objet de multiples reprises et connaît chaque fois des succès retentissants, ici comme à l'étranger. Depuis, le chorégraphe-scénographe a produit une vingtaine d'oeuvres.

Parallèlement à son travail de création et aux présentations de ses oeuvres sur les scènes internationales, Jean-Pierre Perreault est en train de doter sa fondation d'un port d'attache à Montréal, des studios qui occuperont l'ancienne église Saint-Robert-Bellarmin, au coin des rues Sherbrooke et De Lorimier. Cet « Espace de création et de production chorégraphique » doit être terminé l'automne prochain.

En 1990, Jean-Pierre Perreault recevait le prix Jean A. Chalmers de chorégraphie, et le prix Jean A. Chalmers d'excellence en 1996, pour l'ensemble de son travail. Après avoir obtenu le Prix de reconnaissance du Conseil des arts de la CUM en 1991, puis en 1993, la Fondation Jean-Pierre Perreault en reçoit cette année la plus haute distinction. *La Presse* souligne ce grand honneur en nommant son fondateur, directeur artistique et chorégraphe, Jean-Pierre Perreault, **Personnalité de la semaine**.

« Il y a 28 ans que je fais de la chorégraphie, constate Jean-Pierre Perreault, et j'ai une reconnaissance du public. Mais dans ce métier, on est aussi bon que sa dernière pièce. Je ne fais pas une juvra facile, et c'est pour ça que les reconnaissances, les prix sont importants. »

Très conscient de déranger par ses créations, l'ancien danseur évoque la danse classique, l'ancienne conception du ballet. « La danse devait être sexy, jolie. Mon travail parle beaucoup plus de la vie, comme dans *L'Exil-L'Oubli*, où il est question de choses qu'on préférerait oublier. »

« La danse, c'est comme une âme qui doit sortir dans la peau. Je ne m'intéresse pas à l'art, mais à la vie. Je regarde le monde et j'ai besoin de le rendre, sans le comprendre. La danse opère au niveau de l'inconscient, de la mémoire corporelle, il suffit d'être intéressé

par la vie. La danse n'est qu'un véhicule. » En fait de véhicule, Jean-Pierre Perreault n'a découvert sa voie qu'après avoir tâté de bien des choses. À 13 ans, orphelin, il s'isole dans le monde des livres. Plus tard, il découvre la peinture avec les automatistes, Fernand Leduc, puis, avec le Groupe de la place Royale et Jeanne Renaud, il côtoie Marcelle Ferron, Françoise Sullivan, et baigne dans les premiers balbutiements de la danse moderne. « C'était un milieu plus qu'une école », dit-il. Après des études en danse moderne et classique, il devient danseur pigiste, dessine, peint. Il fait même de la musique : « J'ai redonné son son à la danse, et même amplifié la dimension du corps. On ne peut pas enlever le son des pas des danseurs, dissocier le son du mouvement. »

« Ce qui m'importe, c'est ce que le spectateur voit dans sa tête en voyant *Joe* ou *L'Exil-L'Oubli*. Les gens pensent qu'il faut connaître ! Il faut simplement laisser parler. La danse, c'est comme une lettre envoyée à quelqu'un. »

Dans ses nouveaux studios en construction, au 2022, rue Sherbrooke Est, l'immense espace offert par l'ancienne église sera ouvert sur la rue. Par de grandes vitrines, les passants, sur le trottoir, vont voir travailler les danseurs, presque comme dans un miroir, des danseurs habillés comme eux, les gens de la rue. « Mes personnages, on pourrait les avoir vus quelque part. Les costumes n'ont l'air de rien, mais ils sont très dessinés. Le danseur n'est plus lui-même, le costume le sort de lui-même, le caractérise. »

« Je contrôle de très près le travail, tout le monde doit se plier à ma démarche. Une création ne doit partir que d'un seul ventre, je ne veux pas avoir à négocier, dit Jean-Pierre Perreault. Et malgré ça, les gens restent avec moi très longtemps ! » À 53 ans, le chorégraphe peut compter sur des danseurs chevronnés, tous pigistes, mais dont certains sont de toutes ses productions. Et il se vante d'avoir, par son travail, allongé la carrière des danseurs : « Un interprète de 40 ans est arrivé à son sommet. Les danseurs sont des instruments fragiles. Il faut les faire durer longtemps. »

« La danse, c'est comme une âme qui doit sortir dans la peau. Je ne m'intéresse pas à l'art, mais à la vie. La danse n'est qu'un véhicule. »



PHOTO ÉRIC ST-PIERRE, La Presse ©

À 53 ans, le chorégraphe Jean-Pierre Perreault peut compter sur des danseurs chevronnés, tous pigistes, mais dont certains sont de toutes ses productions.

BOPO1PROMO  
Not Found

2839866  
Not Found

Missing files that are needed to complete this page: BOPO1PROMO 2839866

Not Found BOPO1PROMO\*?? 10X054.00 PROMOTION.PERSONNALI .....  
Not Found 2839866\*?? 10X060.00 PERSONNALITEE SEMAIN LA PRESSE LITEE 14600 118